Le Numéro : 0.50

Vendredi 17 Septembre 1937

Ce numéro sera en vente jusqu'au 1er Octobre

No 67

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Attentats et attentats

Deux maisons détruites par des bombes à Paris, deux flics tués sous l'éboulement. Il n'en a pas fallu plus pour que toute la meute donne de la gueule. Journalistes vénaux, policiers et chimistes de salles de rédaction, agents doubles et triples, tous en chœur dénoncent « l'étranger » et les révolutionnaires. Tous ceux aux mains rouges de sang, qui ont contribué ou préparé des massacres d'hommes par milliers, des destructions de maisons par centaines comme à Madrid ou à Shanghaï, tous ceux qui jouent chaque jour avec le revolver, le poignard, la grenade, la poudre, tous ceux que ne troublent pas les centaines d'ouvriers assassinés chaque année par accidents du travail, toute cette pourriture hurle pour deux maisons détruites et deux flics tués.

Qui a fait le coup ? C'est probablement dans ces bandes de gangsters qui s'appellent 2e Bureau, Ovta, Guépéou ou Gestapo qu'a été monté l'attentat. Et, dans ce cas-là, les prétendues recherches où, depuis les préfets jusqu'aux plus petits des brigadiers de gendarmerie, chacun ne songe qu'à frapper sans pitié sur les militants ouvriers, sur le travailleur étranger, n'aboutiront à rien.

⁂

Est-il possible que les attentats soient œuvre individuelle, acte de terroristes anarchistes (nous ne parlons pas de provocateurs à la Tamburini) ? Au cas très peu probable, mais cependant pas exclu, où il en serait ainsi, nous n'éprouverions pas l'indignation, nous ne lancerions pas les invectives de ces messieurs du Bureau Confédéral de la C.G.T. Car leur politique de capitulation, de trahison, et toute la politique qui a mené la révolution espagnole et la révolution russe à la ruine commencent à semer le désespoir dans quelques couches ouvrières ; et le désespoir peut engendrer des actes de terrorisme individuel. Ajouterons-nous que nous ne sommes pas partisans de tels gestes, non pour les raisons mensongères de la morale de l'ennemi de classe, mais parce que ces procédés sont inefficaces.

La destruction des organismes patronaux et de l'Etat bourgeois, nous la préparons par la lutte révolutionnaire des masses, pas par des actes isolés.

A quoi ont abouti les attentats de l'Etoile ? Momentanément à freiner la lutte ouvrière, à renforcer le courant d'union sacrée, à ouvrir les vannes à la répression policière (la presse fait grand bruit pour quelques fascistes de seconde zone arrêtés, mais ce sont les militants ouvriers qui, actuellement, sont le plus visés).

⁂

On ne stigmatisera jamais trop l'attitude de ces professionnels de l'assassinat mués en champions de vertus. Mais on ne stigmatisera jamais trop l'attitude encore plus scandaleuse de la C.G.T. à cette occasion. Un des rédacteurs du « Peuple » avait, le lendemain de l'attentat, écrit : « Il était bien établi que le grand patronat ne reculerait devant rien ». *M. Gignoux a élevé la voix, le rédacteur du « Peuple » a été publiquement désavoué par la C.G.T., il peut chercher un autre emploi. De même, c'est avec l'assentiment du Front populaire qu'une législation renforcée va frapper les travailleurs étrangers.*

⁂

Les travailleurs n'ont pas à être troublés par ces attentats qui déplacent des briques. Des attentats beaucoup plus dangereux sont commis contre eux par le patronat avec la complicité du gouvernement et de la direction des organisations. C'est de ces attentats dont ils doivent se méfier et contre lesquels ils doivent se prémunir.

A NOS LECTEURS

● **Ce numéro sera vendu jusqu'au 1er octobre, en raison de la tenue du Congrès du P.C.I.**

● **En raison de ce Congrès, auquel nous donnons une large place dans ce numéro, nous sommes obligés de laisser de côté de nombreuses correspondances, et un article sur le Japon, dans la guerre en Chine.**

● **Jusqu'au Congrès, notre local n'étant pas encore aménagé, notre permanence sera tenue chaque soir, de 18 à 20 heures, au café du 54, rue du Château-d'Eau (face à la mairie du Xe).**

● **Le courrier doit être adressé à Frank, Poste restante, Bureau 114, boulevard de Strasbourg, à Paris-10e.**

● **Les fonds doivent être envoyés au compte postal Brausch 1773.07, Paris.**

Devant la menace de guerre

Contre l'union nationale qui se rèalise, les travailleurs opposeront leurs intérêts de classe

Si l'Union nationale n'est pas réalisée dans le cadre du gouvernement, il n'est pas exagéré de dire que pratiquement elle est assurée depuis le parti communiste jusqu'à l'extrême droite sur les points essentiels des problèmes politiques qui se posent aujourd'hui.

L'inflation continue, le franc dégringole ; mais personne ne dénonce comme avant les méfaits du Front populaire ou les déserteurs du capital.

Des bombes explosent ; les accusations réciproques sont vite rengainées et font place à un concert unanime contre la « pègre internationale ».

Accord complet sur la conférence de Nyon. Accord aussi sur la politique en Espagne et en Extrême Orient.

Le chloroforme est répandu tant et plus. Des élections cantonales se préparent dans le marasme le plus complet ; il suffirait, pour en avoir un témoignage, d'observer la souscription de l'*Humanité*.

La crainte terrible d'un mouvement révolutionnaire en France, d'une nouvelle poussée comme en juin 1936, ne touche pas seulement la bourgeoisie française, mais aussi le capitalisme allemand et, à Nuremberg, Hitler n'a pas manqué de donner un coup de main au capitalisme français en faisant l'éloge de la « France nationale ». L'union nationale se fait entre dirigeants parce que de larges couches ouvrières sont impressionnées par ces menaces, restent pour l'instant passives devant la montée de la vie, devant l'offensive patronale. Elles subissent même une atteinte grave aux 40 heures, chez les mineurs, sous prétexte d'augmenter la production nationale de charbon.

⁂

Mais l'union nationale peut provisoirement s'opérer dans les sommets, si le conflit entre puissances est différé pour quelque temps, la crise et son cortège de ruines, de famine, de chômage, de vie chère, — toutes ces causes qui ont déjà mis les masses en mouvement ne tarderont pas à crever les mensonges patriotiques et les illusions démocratiques. La bourgeoisie, le stalinisme, toutes les équipes politiques qui leur sont attachées le savent bien, et c'est pourquoi ils redoutent tant que nous nous fassions entendre, c'est pourquoi ils répandent la calomnie à profusion, c'est pourquoi ils font marcher leur machine répressive. Même ceux d'entre eux qui bavardent avec le plus d'obstination sur la démocratie savent fort bien qu'en France, comme partout, la démocratie bourgeoise ne convient plus pour assurer le régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

Et c'est pourquoi tous leurs efforts pour nous faire taire seront vains, car ce sont les événements eux-mêmes qui feront comprendre aux nouvelles couches ouvrières, à celles qui ont pu être, faute d'expérience, bernées par le Front populaire, par le stalinisme et la social-démocratie, qu'avant toute autre chose, il y a à **placer la notion de CLASSE**, de leurs intérêts de classe. Cette notion a été foulée aux pieds par les hommes de la IIe et de la IIIe Internationale. Faire comprendre à chaque travailleur que la division essentielle, fondamentale, de la société n'est pas tracée par des poteaux-frontières, mais par le rôle dans la production, rappeler cet antagonisme irréductible des deux classes, attiser la haine des exploités contre leurs exploiteurs, c'est la première tâche que nous ne cesserons de poursuivre.

⁂

« On est trahi », l'expression commence à être entendu un peu largement dans les rangs ouvriers. « On est trahi ». Mais s'il en est bien ainsi que nous l'avons dit et redit depuis des mois et des années, il y a une solution qui doit s'imposer aux travailleurs, c'est de prendre en mains la direction de leur lutte et de mener celle-ci jusqu'à la prise du pouvoir, jusqu'à la réalisation de la société socialiste, seul gage de paix et de bien-être.

Comment mener ces luttes ?

L'exemple de l'Espagne, après bien d'autres, montre la nécessité d'une organisation large, démocratique, de la classe ouvrière. L'exemple des grèves de juin en France dicte la solution : la création de *Conseils d'entreprises* (soviets). C'est de cette façon-là que tous les exploités pourront décider des luttes qu'ils mèneront, contrôler leur propre expérience et progresser. Il n'est pas possible ques oit renouvelé le coup de la Simca, où le syndicat fait évacuer l'usine, accepte l'arbitrage, peut-être même après la reprise du travail, s'oppose pratiquement à toute extension du mouvement. Un tel étouffement des luttes prépare des explosions sporadiques que la bourgeoisie étoufferait facilement.

Il faut une lutte d'ensemble, il faut préparer la *grève générale* des ouvriers des usines et des fonctionnaires pour faire barrage à la vie chère, à l'offensive patronale, à la guerre, en imposant le *contrôle des travailleurs* sur les entreprises.

Ce sont précisément les conseils d'entreprises (soviets) qui sont tout indiqués pour préparer une telle bataille.

Au moment où la police est elle-même obligée de sévir tant soit peu contre les armements fascistes, ce devient une vérité évidente que de dire : *armement du prolétariat, milices ouvrières !*

⁂

Bâtis ton Soviet, Arme ton Soviet, Unis les Soviets. Le Parti Communiste Internationaliste a répété depuis des mois ces mots d'ordre qui ne renferment pas d'autre valeur que de donner à chaque travailleur le moyen de ne plus être un rouage quelconque de la société qu'il nourrit de son travail, mais de diriger celle-ci. Dans son Congrès, auquel nous consacrons une large place de ce numéro, le P.C.I. étudiera comment faire pénétrer plus profondément ces mots d'ordre, comment les faire vivre dans l'action ouvrière.

Vendredi 24 Septembre à 20 h. 30
à la Mutualité (Salle E)

Un an à Barcelone et à Madrid

Conférence par le Camarade REMY
Membre du Comité Central du P.C.I.

La leçon des évènements d'Espagne ; la politique des organisations ; les journées de mai à Barcelone...

SONT CONVOQUES A CE MEETING :

M. PIVERT, S. FAURE ET A. FERRAT

SUR LEURS POSITIONS AU SUJET DE L'ESPAGNE

Les Cartes d'entrée à 0 fr. 95 sont délivrées chaque soir, de 18 à 20 heures, à la permanence, 54, rue du Château-d'Eau (notre siège n'étant pas encore aménagé).

Les Groupes ont à passer prendre les affiches pour cette réunion.

La grève de la SIMCA

Evacuation et arbitrage, deux atouts aux mains du patronat

Pendant huit jours, les ouvriers de la Simca ont occupé l'usine ; le patronat répliqua par un licenciement général. Finalement, sur intervention du Gouvernement, et avec l'accord du syndicat, l'usine fut évacuée, la question étant soumise à l'arbitrage d'un fonctionnaire très haut placé. Qui peut avoir des illusions sur la décision d'arbitrage, après toutes celles qui ont été prononcées jusqu'à ce jour ?

Pendant que les ouvriers occupaient l'usine, la presse réactionnaire demandait : que va faire le gouvernement ? Elle demandait l'intervention de la force. Pendant ce temps, la presse dite ouvrière faisait aussi appel au gouvernement. Et il en est ainsi chaque fois que se produit un mouvement un peu ample.

Mais ce qui est le plus important, ce n'est pas ce que le gouvernement fait, mais ce que tous les métallos de la Région parisienne feront. Car le sort du gouvernement peut dépendre beaucoup plus de l'action des métallos qu'inversement. Or, il faut le dire nettement, c'est là qu'est le point noir, bien que ce ne soit pas de par la faute des métallos eux-mêmes.

A la Simca, la grève se poursuit avec ceci de particulier, que les Staliniens qui ont en mains les délégués de l'usine, cherchent à brider et à étouffer au maximum l'initiative ouvrière. Restez là, et ne remuez pas, voici pour vous du théâtre ouvrier et encore des représentations ; mais surtout soyez gentils ! Et ce sont de grandes tirades contre les fascistes **italiens** dirigeants de la Fiat-Simca, pour ne pas mettre en cause le patronat, qu'il soit français ou italien, fasciste ou front populaire.

Enfin, le mouvement est limité par la direction syndicale aussi âprement qu'on peut le faire pour un incendie dans une forêt. Les métallos de Lavalette (Saint-Ouen) avaient débrayé ; rappelons que c'est chez Lavalette qu'avait démarré le mouvement de juin 1936. Aussitôt le conflit a été réglé en quelques heures. Les patrons, le gouvernement, le syndicat, tout le monde s'est vite arrangé pour que ça n'aille pas plus loin.

Autre chose. Les travailleurs de la Simca pendant qu'ils occupaient l'usine, se sont vu couper la lumière. Par qui ? N'y a-t-il pas un syndicat des producteurs d'électricité qui pouvait s'opposer à cette mesure ? Il faut mettre en parallèle cette carence de la C.G.T. à côté de celle qui a consisté à laisser la lumière dans les cafés, hôtels et restaurants en grève, à laisser la lumière et les services de livraison aux Magasins Réunis. Ils s'y prennent au mieux dans chaque cas pour torpiller les luttes.

⁂

A la Simca, comme chez Lavalette, comme un peu partout où éclatent des mouvements, le motif principal c'est la résistance aux licenciements par le patronat. Combinés avec la vie chère, ce sont les grands moyens du capital pour désorganiser et démoraliser la classe ouvrière.

Celle-ci ne trouve, de la part des grandes organisations, comme perspective d'ensemble, que la collaboration de la C.G.T. à l'enquête sur la production, au bout de laquelle on acceptera les « sacrifices nécessaires ». Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour conserver et étendre ce qu'ils ont arraché, pour s'opposer aux licenciements.

Ce qu'il faut, c'est à la Simca, un Conseil d'usine (Soviet), comme à la Fiat, à Turin, en 1920, qui voit ce qui se passe dans l'administration, la gestion, la direction de l'usine, un Conseil d'usine qui prépare la mise en route de l'usine.

Ce qu'il faut, c'est, dans toutes les boîtes métallurgiques de Nanterre, de la région ouest, de la région parisienne, des Conseils d'usines ; ce qu'il faut, c'est **un Congrès des délégués ouvriers pour déterminer l'aide à apporter aux travailleurs de la Simca, l'action à mener contre les licenciements, POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES et pour le contrôle ouvrier.**

Croyez-vous, camarades métallos, que vous serez plus forts pour imposer une augmentation de salaires si vous laissez battre vos camarades de la Simca sur la question des licenciements ?

Il faut préparer la bataille. Beaucoup mieux qu'en juin 1936, car elle sera beaucoup plus rude. Les travailleurs de la Simca ne se battent pas contre des Italiens et des fascistes, mais contre leurs patrons et contre les vôtres, contre le patronat tout entier. C'est toute la classe qui doit intervenir.

Une nouvelle saisie de "la Commune"

La police veille...

Une fois encore, « La Commune » connaît la répression de la justice bourgeoise. Notre précédent numéro a été saisi la semaine dernière. Notre nouveau siège n'était pas encore installé que le commissaire Badin venait, en quelque sorte, l'inaugurer.

Le motif ? Ce n'est guère cela qui embarrasse la justice et la police bourgeoises. Comme l'avait dit, dans un rapport antérieur, un juge d'instruction à propos d'un numéro de « La Commune » : Tout est à retenir. *Au moment où les ouvriers de chez Simca occupaient leur entreprise, au moment où les dangers de guerre croissent avec inquiétude, la police veille à la sécurité du régime plus que jamais. Des bombes peuvent détruire des immeubles. C'est pour eux beaucoup moins grave que quelques lignes imprimées, quelques mots qui dévoilent aux prolétaires le mystère de leur misère et leur apportent le moyen de leur libération.*

Le motif ? Il en est un, rituel : « provocation de militaires à la désobéissance ». La bourgeoisie veille plus soigneusement au moral de l'armée qu'à tous les secrets de ses fabrications et de ses armements. C'est qu'elle sait que cette partie de la jeunesse travailleuse qu'elle garde dans les casernes pendant deux ans est plus sensible à la menace de guerre, qu'elle n'a pas oublié facilement les promesses faites, qu'elle est plus accessible aux paroles révolutionnaires.

Provocation de militaires à la désobéissance ? Notre crime, c'est de rappeler aux soldats la classe à laquelle ils appartiennent avant tout. Les poursuites ? Mais elles sont déjà par elles-mêmes un encouragement à persévérer. Et quelle plus belle réponse à vos saisies pouvions-nous avoir que cette lettre qu'un groupe de soldats du 172e R.I.F., à Strasbourg, nous demande de publier. Ceux qui s'y expriment ont pour la plupart fait confiance au Front populaire. Ils ont cru aux promesses, ils les entendent encore dans leurs oreilles, et ils attendent... Ils le rappellent sous la forme de cette lettre aux députés :

Lettre à MM. les Députés

« Demain le pays prononcera son verdict, demain vous direz si vous voulez un peu plus de justice et de propreté, demain nous verrons, j'en suis sûr, le trône de la puissance capitaliste rouler à terre... »

Ces paroles, nous les avons encore tous présentes à la mémoire, ces paroles, nous les avons entendues proclamées par **tous** les orateurs du F.P. à grands renforts de manifestations. C'est bien vrai, n'est-ce pas ? Tout le monde est d'accord pour reconnaître ces faits ? Seize mois sont passés depuis l'avènement du F.P., avènement qui fut un triomphe pour certains partis. Depuis longtemps, on n'avait vu un gouvernement aussi solidement assis, de l'aveu même de son chef Léon Blum. « Cette fois, ça y est, nous allons pouvoir travailler en paix, c'est le commencement de notre idéal qui se réalise, pensaient tous les prolos, tous ceux qui luttent et qui souffrent, tous ces jeunes qui avaient milité avec la certitude d'un avenir meilleur et surtout avec l'espoir d'une réduction du service militaire.

Mais, hélas ! il y a loin de la coupe aux lèvres. Vous avez voté pour que « ça change ». Sincèrement, est-ce que ça a changé ? Où sont-elles les réformes tant promises et tant attendues ? Vous, les Jeunesses Communistes, est-ce cela que vous désiriez ? Il n'est pas loin le temps où vous demandiez très courageusement l'application d'un programme qui répondait aux vœux de tous. Et, maintenant, pourquoi ce silence de votre part ? Pourquoi cette abstention de vos députés à propos des deux ans ? L'armée, le service militaire ne sont-ils pas toujours une menace aussi grave aujourd'hui qu'hier, pour le prolétariat ? Une guerre ne sera-t-elle pas l'écrasement de l'ouvrier ? Vous laisserez-vous, à présent, conduire à la boucherie sous le fallacieux et puéril prétexte de conserver votre liberté ? Quant à nous, qui sommes à la frontière même, sans cesse sur le qui-vive, nous ne voulons pas, à aucun prix, nous lancer dans une aventure dont nous connaissons trop l'issue fatale. C'est pourquoi, Jeunesses Communistes, nous reprenons nos « ex- » revendications et demandons dans un pressant appel :

Le service militaire de neuf mois ; le prêt à 2 francs ; 45 jours de permission ; le droit à la contre-visite par un médecin civil ; les voyages gratuits ; l'amélioration de l'ordinaire ; la cessation des brimades ; la liberté d'opinion.

Bien entendu, notre tâche ne s'arrêtera pas là ; tant que nous n'aurons pas obtenu la **suppression totale** de cette organisation ruineuse et criminelle qu'est l'armée, nous lutterons.

Tous ceux qui ont voté « à gauche », tous ceux qui sont ici maintenant pour deux longues années, avaient pensé qu'au moins la loi d'amnistie serait appliquée **intégralement**. Pourtant les mutins de Calvi croupissent encore dans les prisons depuis quinze ans. Quels crimes ont-ils commis si ce n'est celui d'avoir suivi les doctrines de certains de vous, gens du F.P. ? Qu'attendez-vous pour ouvrir leurs geôles ? Et, de même pour ceux qui sont ici après la libération de leur classe, qu'attendez-vous pour les renvoyer dans leurs foyers ? L'exemple est sous les yeux de tous : la classe 34 des régiments de forteresse est libérée depuis le 11 août et certains sont encore « maintenus au corps par mesure disciplinaire ». Qu'ont-ils fait ? Rien. Quinze jours de prison pour avoir sauté le mur et autres peccadilles de moindre importance. N'est-ce pas pour jeter à terre ces lois infectes, Messieurs les Députés, qu'on vous a élus ?

Sans doute votre temps est-il pris par d'autres occupations ?

Toutes nos revendications sont celles du F.P. ; elles sont celles de la majorité des camarades d'ici, de toutes nuances. Nous vous les transmettons à la demande d'un grand nombre.

Quant à nous, jeunes révolutionnaires, nous n'oublierons jamais ce que nous avons souffert ici. Les comptes se règleront un jour.

A bas les deux ans ! Vive la révolution prolétarienne !

Un groupe de soldats du 172e R.I.F., à Strasbourg.

Messieurs les députés du Front populaire n'entendent pas la voix des casernes. C'est aux ouvriers, aux révolutionnaires, de comprendre cet appel, de lui donner un écho.

⁂

Les chiens appellent à la répression

La police veille, saisit et... obtient avec aisance le silence de la presse démocratique, comme de la presse réactionnaire. Et survient un incident comme les explosions de l'Etoile, aussitôt toute la meute donne de la gueule. Sus aux étrangers ! Sus aux anarchistes ! Sus aux trotskystes ! Toute cette tourbe, où pullulent les agents qui mangent à plusieurs râteliers, exige des mesures implacables. Les frères ennemis de la veille se retrouvent curieusement d'accord.

*On assiste même aux jeux les plus savants où chacun n'intervient que très à propos et pour ne rien gâcher. Ainsi, ce n'est pas l'*Humanité *qui a commencé, à propos des bombes de l'Etoile, à parler des « terroristes trotskystes-fascistes ». Le journal stalinien avéré,, qui emploie cette expression dans chacun de ses numéros, fait soudainement le silence. Et, subitement, c'est dans le* Petit Journal *que l'accusation s'élève. Ce ne sont pas que les fonds secrets du gouvernement français que connaît La Rocque. L'indignation des Bailby et autres Tardieu visait bel et bien la combinaison Patenôtre-La Rocque, édifiée par la diplomatie staliniste.*

*Et l'*Epoque, *ce journal que les Kérillis ont monté pour ne pas suivre l'obédience staliniste de l'*Echo de Paris, *ne reste pas en arrière pour appeler à la répression, se livrer intentionnellement aux mixtures les plus confuses pour que la répression n'oublie personne.*

⁂

"Les cinquièmes colonnes"

La « cinquième colonne » — sous ce terme est désignée l'organisation des agents de Franco dans l'Espagne républicaine, — la « cinquième colonne » de Franco, de Mussolini ou de Hitler fonctionne aussi sur le territoire français, clament avec indignation les journaux du Front populaire. Le fait est patent, indéniable. Mais un fait non moins indéniable, c'est l'activité de la « cinquième colonne » de Staline. Que ces bandes se combattent, se dénoncent, se déchirent, s'entretuent, nous ne pourrions que nous en réjouir si nous ne savions et si nous ne voyions tous ces gangsters se retrouver unis pour détruire le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire.

Les polices internationales conjuguées du stalinisme, du fascisme, de la démocratie veillent, chacune suivant leurs puissances et leurs capacités, à la défense des privilèges, de l'ordre existant. La Sainte-Alliance se réalise une fois encore. Mais les révolutionnaires poursuivis, pourchassés, traqués de partout, ne céderont pas, ne capituleront pas.

Les « cinquièmes colonnes » manient à qui mieux mieux le couteau, la bombe, la calomnie ; tout cela peut trop souvent troubler, perturber l'action révolutionnaire, mais ne saurait la supprimer. Dans ces difficultés qui ne sont que le prélude de difficultés beaucoup plus grandes, se prépare le regroupement révolutionnaire. La IVe Internationale se prépare dans des conditions bien plus douloureuses que ses devancières. Elle percera, elle grandira plus péniblement, mais ces conditions mêmes assureront la sélection indispensable pour la victoire.

Notes Internationales

Masaryk

Le premier président de la république tchécoslovaque reçoit des hommages du monde entier ; l'Allemagne hitlérienne elle-même ne lui tient qu'à moitié rigueur de ses principes démocratiques.

Blum ira apporter l'hommage du gouvernement français aux obsèques de Masaryk. L' « Humanité » ne l'en blâmera pas. Les fonctionnaires soviétiques eux-mêmes doivent faire une figure triste pour être dans la ligne.

Encore une preuve qu'à Moscou beaucoup a changé. Mazaryk, ce « grand démocrate », a été le chef, l'organisateur des bandes tchécoslovaques qui, pendant la guerre civile, menacèrent l'existence de la jeune République soviétique. En Tchécoslovaquie, Masaryk, dirigeant de la démocratie, mitrailla à maintes reprises les prolétaires tchèques, assura la domination la plus méticuleuse sur les nationalités opprimées (Slovaques, Slovènes)...

Masaryk, un « grand démocrate » ? Oui, si cela veut dire : un homme intelligent qui sut conserver pendant un certain temps l'exploitation de l'homme par l'homme par la fiction la plus stupide. Les prolétaires ne pleurent pas ces hommes-là qui sont leurs ennemis.

L' "Humanité" et l'histoire

Les bombes font faire d'étranges erreurs aux rédacteurs de l' « Humanité ». Aujourd'hui, P. V.-C. rectifie son erreur — que le « Populaire » a relevée — concernant le préfet de police Andrieux et l'anarchiste Vaillant qui n'avait rien du Couturier.

Mais il est une autre « erreur » que le « Populaire » ne relèvera pas. L' « Humanité » a publié un tableau des attentats terroristes commis depuis une quinzaine d'années. Or, on y relève celui de la cathédrale de Sofia.

L'impudence n'est pas ce qui fait défaut aux staliniens qui ont dressé ce tableau pour y introduire les bolcheviks-léninistes. Car, qui a commis l'attentat contre la cathédrale de Sofia ? La direction staliniste de l'I.C. qui, à ce moment-là, suivait une politique ultra-gauchiste que l'opposition condamna.

Dans le même tableau, l' « Humanité » dénonçait les assassins de Navachine. Il y a de quoi sourire, car il est difficile de trouver un crime signé plus clairement que celui-là.

Il est vrai que les staliniens espagnols nient aussi avoir assassiné Nin.

Le stalinisme, organisateur de la défaite en Espagne

L'effondrement de l'armée "Nationale républicaine" à Santander - Les crimes du Guépéou contre les militants du P. O. U. M.

Un camarade nous a adressé, à la suite de la chute de Santander, l'article ci-dessous que nous publions volontiers. Dans notre précédent numéro, nous faisions observer, comme notre correspondant, que le mot « trahison » n'expliquait pas grand' chose, qu'il fallait en chercher la source politique. L'article met en cause, en premier lieu, à juste titre, le stalinisme, dont toute la politique a, en fait, beaucoup mieux servi Franco que tous les gens de la « cinquième colonne ».

Nous examinerons ultérieurement la politique des dirigeants de la C.N.T.-F.A.I., qui viennent de laisser probablement assassiner « légalement » ou non, Joaquin Ascaso, politique soutenue en France par l'Union Anarchiste et le Libertaire, *et condamnée par la Fédération Anarchiste française.*

Nous examinerons également la politique du P.O.U.M. ; car, si dans le combat la victoire n'est pas certaine, il y a des politiques qui mènent inéluctablement à la défaite.

LA DEFAITE PROLETARIENNE DE SANTANDER. VICTOIRE DU P.C.E.

LES révolutionnaires se doivent d'expliquer clairement les raisons qui, à Santander, ont amené la défaite la plus grave que le prolétariat espagnol ait subie durant la guerre civile.

L'Armée du Nord, comprenant plus de 70.000 hommes, disposant d'un terrain montagneux, par conséquent, éminemment propice à la défense, pourvue du matériel nécessaire, s'est littéralement volatilisée en un recul de 80 kilomètres, en moins de huit jours, abandonnant sans combat tous les points stratégiques et ouvrages défensifs.

La déclaration publiée par la délégation du gouvernement basque réfugiée à Bayonne, le 30 août 1937, nous est une révélation étourdissante, largement symptomatique :

« Les troupes du corps d'armée de Santander n'ont offert aucune résistance à l'ennemi. **Elles ne prenaient pas contact avec lui** (souligné par nous), ne luttaient pas, et, sans pertes, se bornaient à reculer, à fuir, de façon que personne ne pût ni les contenir ni les regrouper ».

« L'organisation de l'armée de Santander s'est brisée dès le moment où l'offensive a commencé. Ni les liaisons, ni les moyens de communication, ni les services sanitaires, ni le ravitaillement n'ont fonctionné. Aucune ligne de résistance n'a pu être établie car les bataillons qui ne se sont pas rendus à l'ennemi dès la première rencontre, se sont enfuis à travers champs, en complet désordre. »

Et encore :

« Cette conduite et ces faits incompréhensibles, ont fait sentir au corps d'armée d'Euskadi qu'il était victime d'une trahison et que l'on voulait faciliter l'avance des troupes de Franco, faisant en sorte que toute l'armée basque tombe au pouvoir de l'ennemi. »

Ce communiqué nous indique donc que l'Armée du Nord s'est décomposée, sans aucun combat, parce qu'elle était trahie, aux mains des contre-révolutionnaires.

« Le Temps » du 28 août signale dans une dépêche de Santander que 90 % des officiers commandant les troupes du Nord **avaient réussi à s'échapper.**

Il ne peut être ainsi question d'expliquer, militairement, cette décomposition, cette débâcle. La politique, seule, nous permettra d'en dégager les causes ee responsabilités.

En Espagne gouvernementale, la situation politique est la suivante :

A un premier gouvernement de liquidation des conquêtes révolutionnaires (Largo Caballero) a succédé un gouvernement contre-révolutionnaire qui s'est assigné la tâche de reconstituer les organismes de la bourgeoisie et de son pouvoir. L'extermination physique des révolutionnaires ; le retour à la période d'avant le 19 juillet 1936, période bénie de fonctionnement du **Front Populaire** issu des élections du 16 mars 36.

L'âme de cette combinaison politique contre-révolutionnaire c'est le P.C.E., c'est l'I.C., c'est Staline, dirigeant **effectif** de la IIIe Internationale transformée en pilier de la dictature bourgeoise (qu'ils dénomment par euphémisme : **démocratie**) et qui craignent, autant que les fascistes de Rome et de Berlin, la révolution prolétarienne.

..... **Pour la sauvegarde de ses positions, la bureaucratie stalinienne est une ennemie acharnée de la révolution mondiale.**

Le gouvernement de Négrin, en Espagne, est à l'obédience absolue du P.C.E. Les Staliniens, dans la mesure où les rapports de forces ne les obligent à louvoyer, exercent une dictature au profit de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, et poursuivent l'écrasement du prolétariat en tant que classe autonome et révolutionnaire.

C'est là une indication générale de l'activité des Staliniens. Leur action ne peut s'appliquer avec la même vigueur et la même teneur dans toute l'Espagne, le développement des différentes régions, au point de vue prolétarien, n'étant pas identique.

C'est ainsi que dans la région de Biscaye et du Nord, le P.C.E. a pu jouer un rôle plus amplement contre-révolutionnaire que partout ailleurs.

Aussitôt l'écrasement des forces militaires fascistes par les éléments révolutionnaires (surtout anarchistes) qui surent entraîner le peuple contre les casernes et les hordes de Franco, et que la région de Biscaye, le Nord, jusqu'aux Asturies, se libéra des assassins fascistes. Les Staliniens s'alliant en Biscaye avec **la bourgeoisie catholique,** prirent le pouvoir, tandis que, dans la région du Nord (Santander), ils s'assuraient la direction, avec les partis dits « républicains », en alliance avec **la petite bourgeoisie.**

Déjà, sous le gouvernement central de L. Caballero et à peine deux ou trois mois après le soulèvement fasciste, en Biscaye et Santander, les révolutionnaires ne jouent plus aucun rôle et bon nombre d'entre eux sont, purement et simplement, réduits à l'impuissance.

Les faibles conquêtes révolutionnaires, les comités, tout est liquidé pour faire place nette, en Biscaye, à un gouvernement de coalition stalino-catholique à Santander ; à une formation de Front Populaire avec les bourgeois et petits bourgeois des partis républicains (genre Martinez Barrios) qui se traduit, sur le terrain économique et social, par la soumission de la classe ouvrière ,et politiquement, par la reconstitution de l'appareil du pouvoir bourgeois.

Les staliniens réalisent dans ces régions, avant toutes autres, ce qu'ils s'efforcent — et, malheureusement, pour l'avenir de la révolu-

tion, y semblent réussir — de faire dans tout le reste de l'Espagne gouvernementale, c'est-à-dire : réinstaurer le pouvoir de la démocratie bourgeoise.

Pour arriver à ce but, tout leur effort est dirigé à la constitution : 1° de ce qu'ils appellent l' « Armée nationale républicaine » ou militarisation des miliciens ; suppression de leurs organisations révolutionnaires ; intégration dans une armée de type bourgeois. Constitution d'un Etat-Major et d'un corps d'officiers, sans liens avec les soldats, et nommés directement par les autorités supérieures. Disjonction dans l'armée de tous ses liens avec le peuple. Centralisation politique.

2° Mise sur pied d'une police **entièrement mercenaire,** apolitique, étrangère au peuple.

3° Maintien de la bureaucratie bourgeoise.

Pour imposer ce programme, le P.C.E. est obligé de recourir à la lutte contre les éléments révolutionnaires.

Pour constituer une armée de type bourgeois, il doit faire appel à l'enrôlement et se servir des **cadres bourgeois** et **contre-révolutionnaires.**

Une police mercenaire, donc capable de réprimer les velléités révolutionnaires du peuple, ne pouvait se constituer par l'intégration des révolutionnaires dans cet organisme. La condition « sine qua non » était d'avoir recours **aux éléments contre-révolutionnaires.**

Le maintien et la renaissance de la bureaucratie, de cette bureaucratie, domestiquée à la bourgeoisie monarchiste et fascisante (fascisante elle-même, par conséquent), signifiait **que les Staliniens maintenaient les rouages administratifs entre les mains de contre-révolutionnaires avérés.**

Il est donc clair que le P.C.E., pour reconstituer un pouvoir bourgeois, a dû soutenir et donner les tâches dirigeantes aux éléments contre-révolutionnaires **échappés à la débâcle fasciste.**

Comprend-on, maintenant, ce que signifie la composition des armées de Biscaye et du Nord ? Ces armées, sous l'impulsion du P.C.E., représentent le type des armées « Nationales-Républicaines » ou « Populaire », susceptibles d'être créées par le freinage de la Révolution. C'est-à-dire sous ce vocable ronflant, l'armée perdant tout élan révolutionnaire, dirigée, disciplinée par des éléments contre-révolutionnaires, devient un vaste champ d'espionnage, de complot, de trahison.

L' « Armée populaire » de la Biscaye a perdu Bilbao **par trahison.** La majorité des positions n'ont été défendues, pied-à-pied, que par de rares éléments révolutionnaires, tandis que le gros de l'armée battait en retraite sans entreprendre la moindre action d'ensemble.

⁂

Il fallait que l'armement soit aux mains des révolutionnaires, et non pas des petits bourgeois, et des contre-révolutionnaires. Or, tous les révolutionnaires authentiques chassés, **les cadres de l'armée restaient aux mains des traîtres et des contre-révolutionnaires,** qui se chargeaient de tuer tout élan révolutionnaire chez les soldats.

La signification du rôle dévolu à la police **reconstituée** par le P.C.E. n'est pas moins importante. Il sera suffisant de rappeler qu'à l'approche des troupes fascistes, les gardes d'assaut et autres auxiliaires de la police, firent une insurrection **en alliance avec les éléments fascistes de la ville.**

L'expérience est donc acquise, douloureusement, infailliblement : que la tentative du P.C.E. de reconstituer le pouvoir bourgeois démocratique dans l'Espagne du Nord, de l'armée, de la police bourgeoise, a amené l'écrasement du prolétariat de Biscaye et de Santander, sans préjuger des suites que cet écrasement peut avoir.

Dans un moment où, seules, des solutions révolutionnaires et purement prolétariennes peuvent sauver la révolution et amener la victoire, toute action de freinage ne peut se faire qu'au prix de la consolidation des positions ennemies.

Ainsi l'action contre-révolutionnaire du P.C.E. a déjà, en partie, porté ses fruits.

Maître du pouvoir, en tant qu'organisation dirigeante en Espagne du Nord, **la victoire que les communistes ont remportée sur les éléments révolutionnaires a signifié, historiquement, la victoire fasciste sur la classe ouvrière.**

Aussi devons-nous, ouvertement, stigmatiser l'infâme trahison que les Staliniens ont réalisée dans le Nord et qu'ils s'efforcent de réaliser, avec plus d'audace, toujours, dans le reste de l'Espagne.

Leur armée « nationale-républicaine » est une armée nettement contre-révolutionnaire où dominent, de plus en plus et au fur et à mesure de l'élimination des révolutionnaires des postes dirigeants, les éléments réactionnaires.

Lorsque le P.C.E. aura réalisé son programme, les événements dont nous avons été témoins, lors de la prise de Santander, se renouvelleront, immanquablement.

Et c'est devant cette nette vision du danger qui s'affirme-là que nous avons cru de notre devoir d'en appeler à la conscience de tous les révolutionnaires.

⁂

Nous donnons ci-dessous un extrait important du rapport d'une seconde délégation qui se rendit pour enquêter sur le sort des révolutionnaires en Espagne « républicaine ». Notons que cette délégation, qui a interrogé diverses personnalités, y compris le ministre de la justice Irujo, croit en la bonne foi de ces gens-là et se figure que la réserve ou l'emportement des uns ou le refus de subir un « interrogatoire », comme ce fut le cas pour le ministre de l'intérieur Zugazagoitia, n'ont pas pour but de les tromper, mais de ne pas avoir d'ennuis avec leurs alliés de Russie. Nous ne pouvons admettre une telle bonne foi de dirigeants bourgeois qui ont simplement moins d'estomac que les autres pour commettre des crimes. Nous publions ci-dessous la copie des notes prises par un membre de la délégation au cours de son entrevue avec Gorkin à la prison de Valence :

Nin se trouvait à Madrid, à la Tcheka de Atocha, d'où il a été amené à la Tcheka de Alcala de Henares, d'où il a été enlevé ; après son enlèvement, on découvrit dans sa cellule des documents de la Gestapo.

Le socialiste Vasquez, commissaire général de la police de Madrid, de la bouche de qui Gorkin tient ces renseignements, demanda ces documents et reconnut qu'ils provenaient de ses propres archives où quelque policier communiste avait dû les dérober pour les placer là où ils furent trouvés. Vasquez trouva ce fait assez grave pour se rendre immédiatement à Valence afin de mettre au courant M. Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur.

Lorsque Gorkin fut, le 31 juillet, transféré de San Anton, prison de Madrid, à la prison de Valence, l'inspecteur général des prisons de Madrid, M. Garmienda, membre du Parti nationaliste basque, lui dit qu'il paraissait quasi certain que Nin était vivant et se trouvait à la Tchéka du Prado.

Les policiers qui ont mené toute l'affaire Nin, de Barcelone à Alcala de Henares, se nomment Ramallo, Valentin, Rossel.

Depuis la disparition de Nin, de nombreux camarades de la C.N.T. ont fait des recherches sans résultat.

Nin a été enlevé et assassiné par le commandant russe de l'Etat-major Orloff.

Les communistes ont répandu les versions suivantes : des agents de la Gestapo auraient enlevé cet agent trop compromettant ; puis : le P.O.U.M. aurait enlevé Nin pour des raisons identiques, et Nin serait à présent à Salamanque ou à l'étranger.

Le cas de Nin était particulièrement gênant pour les communistes car, en tant qu'ancien ministre, il ne pouvait être jugé que par le Tribunal des Garanties Constitutionnelles.

C'est un peu après midi, le 16 juin, que Gorkin fut pris à l'Institut Maurin ; il y avait une vingtaine de gardes d'assaut, une vingtaine de policiers. Il fut frappé et brutalisé. Le 18 juin, Gorkin devait se présenter à 10 heures du matin au Palais de justice, pour le procès de « La Batalla ». Il y avait également procès engagé par Gorkin contre ses accusateurs. C'est donc toute l'affaire actuelle qui devait être jugée au moment où fut engagée la répression.

Le 18 juin, à 5 heures du matin, Gorkin sort de la Jefatura, menottes aux mains, avec Andrade, Bonet, Escuder, chacun dans une voiture, et accompagné de policiers, tandis qu'une cinquième voiture les suivait, transportant quatre policiers étrangers de la Guépéou.

A Valence, ils sont gardés tous les quatre à la Direction générale des prisons ; puis on les met à la prison. Le 23, à 5 heures de l'après-midi, on les met tous les quatre en liberté, par ordre d'Ortega. Gorkin a vu l'ordre portant la signature. Dès qu'ils ont passé la porte, des policiers s'emparent d'eux et les emmènent à Madrid.

A 1 h. 30 du matin, ils sont jetés dans un sous-sol de la brigade spéciale, sans air, sans lumière, obsédés par des suintements d'eau. Ils y restent quatre jours et quatre nuits séquestrés. Gorkin avait conservé son stylographe, écrit une lettre à M. Zugazagoitia, lettre qu'il remet à un garde d'assaut qui lui paraissait montrer quelque compassion, lequel la remet à Vasquez ; celui-ci apprend ainsi leur existence et le lieu de leur détention ; on les transporte alors à la Tchéka d'Atocha, où ils sont mis en cellule, chacun avec des fascistes ou des mouchards. Ils protestent énergiquement et, au bout de quatre jours, on les met en deux cellules, sans promiscuité. Ils restent là 20 jours avant qu'on les interroge sans pouvoir faire de déclaration, ni avoir aucune communication avec le dehors.

Le 23 juillet, ils sont, pour la première fois et jusqu'à présent pour la dernière fois, interrogés.

Ils passent ensuite une dizaine de jours à San Anton, la première prison d'Etat où ils se soient trouvés depuis leur arrestation.

U. R. S. S. 1937

La contre-révolution sévit dans l'enseignement du passé

UNE partie de la presse accuse l'U.R.S.S. de pousser à la guerre, l'autre la présente comme le plus solide rempart de la paix. Quand les bolcheviks triomphèrent en 1917, pendant les années difficiles de la Révolution d'octobre, l'U.R.S.S. était incontestablement un facteur de paix, parce qu'elle était un bastion servant au développement de la révolution mondiale, seule certitude de paix dans le monde. Mais, dans la dégénérescence de la révolution, pendant la montée de la contre-révolution bureaucratique staliniste, l'U.R.S.S. est entrée dans le jeu des grandes puissances impérialistes et la guerre ou la paix n'ont plus été que des moyens de la politique de la bureaucratie, en particulier contre la révolution prolétarienne, comme c'est le cas pour les divers impérialismes.

Calomnie, osent écrire les Staliniens qui déversent des calomnies par tonnes contre n'importe quel militant qui ne les approuve pas. Calomnie ? Mais, voici d'autres faits qui, après les témoignages de l'ouvrier Yvon, de l'écrivain Gide, de Victor Serge, etc., attestent la dégénérescence de l'U.R.S.S. Jusqu'à présent, c'est la toute proche histoire que Staline était obligé de défigurer pour tenter de faire oublier le rôle dirigeant de Trotsky aux côtés de Lénine, dans la révolution, et pour tenter de se donner un rôle brillant pendant cette même période. Mais la contre-révolution ne peut pas faire les choses à moitié. La Révolution avait transformé l'enseignement, dans celui de l'histoire notamment, la conception dialectique matérialiste ou marxiste, autrement dit le développement de la société comme « histoire de la lutte des classes » avait balayé la défiguration du passé établie en vue du maintien du système d'exploitation des masses. Désormais, Staline balaie le marxisme jusque dans l'enseignement des siècles passés. Le journal du capitalisme français, « Le Temps », s'y étend complaisamment :

« L'histoire chassée de l'école en 1923 pour faire place à une « connaissance de la société », y reparut en 1932. Puis les recherches et l'enseignement s'orientèrent vers une conception plus exacte de l'histoire, à la suite du fameux arrêté du conseil des commissaires du peuple du 16 avril 1934 qui, faisant table rase des élucubrations de Pokrovski et de ses élèves, prescrivait d'élaborer de nouveaux manuels présentant « dans l'ordre chronologique, les événements, en s'efforçant de fixer dans le souvenir des élèves les faits importants, les noms des personnages historiques ». Si simple que cela pu disparaître, le résultat ne fut pas des plus satisfaisants, à en juger par les « Observations de Staline, Kirov et Jdanov » qui repoussèrent le plan soumis à leur aprobation et fixèrent de nouvelles directives en élargissant le cadre dans lequel devait s'étendre l'enseignement historique. »

.. ..

« Mais, depuis quelque temps, une campagne de propagande a été déclenchée en faveur d'une nouvelle conception de l'histoire absolument opposée à celle des premières années de la révolution. On ne le cache pas du reste : il s'agit de « réparer les erreurs » de ces « falsificateurs de la réalité » qui déformaient les faits en les « pliant à leurs propres schémas » de doctrinaires. A leurs chimères d'idéologues, eût-on dit en un autre temps.

L'occasion en a été fournie par l'adoption d'un manuel d'histoire écrit, à la suite des « Observations de Staline, Kirov et Jdanov », « sur l'initiative de Staline et d'après ses directives », comme le font remarquer les « Izvestia » ; manuel composé par la chaire d'histoire de l'U.R.S.S. de l'institut pédagogique d'Etat de Moscou sous la direction du professeur Chestakov, auquel vient d'être attribué un prix de 75.000 roubles.

Comme le soulignent les « Izvestia » du 24 août, l'adoption de ce manuel est un événement d'une « grande portée politique ». Il s'agit en effet non seulement de modeler l'esprit des générations futures à un âge où elles ne sont encore qu'une cire molle susceptible de garder longtemps la première empreinte qu'on leur donne, mais aussi de donner des directives politiques aux hommes faits et, en réalité, de leur indiquer une nouvelle orientation absolument opposée à l'internationalisme que défendent encore Trotski et quelques-uns de ceux qui survivent parmi les anciens boyards de son temps. »

(H. Rollin, 8 septembre 1937.)

Et Staline ne s'arrête pas en chemin. Le passé de la Russie tzariste ne sera pas que l'objet des louanges dans les facultés et les écoles. Tout le peuple y est associé. Dans « Le Temps » aussi, A. Pierre, qui, en 1920, combattit le bolchevisme dans les colonnes du « Populaire », observe que les disciples de Pokrovsky — qui, en dépit de bien des erreurs, apporta une grande contribution au marxisme dans le domaine de l'histoire — ont été combattus pour n'avoir pas compris la ligne et ses nécessités :

« Leur tort fut de ne pas s'apercevoir à temps que sous l'égide de Staline un bolchevisme de plus en plus national se substituait peu à peu à l'ancien internationalisme. Au nom de ce « bolchevisme national » et du patriotisme retrouvé, il fallait désormais magnifier la brillante épopée russe, les héros légendaires, les « bogatyrs » des « bylines », le prince Igor en lutte contre les Polovtsiens, Minine et Pojarski chassant au dix-septième siècle les « interventionnistes » polonais, ancêtres lointains de Pilsudski, etc. Il était recommandé de souligner l'admirable résistance du « grand peuple russe » aux invasions des Mongols et des Tartars, des Suédois et des « pans » polonais.

(5 septembre 1937.)

Et il signale ce que prépare le gouvernement :

« L'heure est venue aujourd'hui de chanter l'héroïsme du peuple russe durant la fameuse « guerre patriotique » de 1812, sa résistance acharnée à l'invasion de la Russie par la Grande Armée de Napoléon. A Moscou, on se prépare à célébrer dignement le 125e anniversaire de la fameuse bataille de la Moskova (6 septembre 1812), que les Russes ont coutume d'appeler bataille de Borodino, du nom du petit village qui était au centre des opérations. Je me trouvais à Saint-Pétersbourg quand le tsarisme commémora en 1912 les glorieux souvenirs de la guerre contre Napoléon. En lisant aujourd'hui les journaux de Moscou, j'ai l'impression de revivre les fêtes du centenaire, tant la Russie communiste rejoint la Russie autocratique dans l'exaltation des sentiments patriotiques qui animèrent les soldats de 1812. »

.. ..

« Pour l'anniversaire de la bataille meurtrière où le génie militaire de Napoléon, déjà vieilli et malade, se heurta à la farouche résistance du peuple russe, le gouvernement de Moscou a fait remettre en état les deux monuments commémoratifs érigés par la France et la Russie tsariste ainsi que le petit musée où furent rassemblés les souvenirs recueillis sur l'emplacement des anciennes redoutes. Il y avait effectivement fort à faire. Les autorités locales avaient cru sans doute qu'il n'y avait aucun inconvénient à laisser à l'abandon des reliques du militarisme et de l'impérialisme... Or, le 3 juillet dernier, un certain Rafalovitch publiait dans les « Izvestia » les résultats d'une enquête faite sur les lieux et s'indignait du spectacle offert à sa vue.

La contre-révolution restaure ce qu'Octobre avait balayé. C'est dans la lutte pour de nouvelles journées d'Octobre, c'est dans le renversement de la bureaucratie staliniste en U.R.S.S. et du capitalisme dans le monde que les travailleurs agiront pour la paix.

Les bavardages sur la paix

Nyon, étape préparatrice de la guerre impérialiste

AVEC rapidité et énergie ont été prises à Nyon des mesures qui garantissent la paix en Méditerranée, déclare une grande partie de la presse française où l'union sacrée se réalise chaque jour sur un très grand nombre de questions.

On assiste donc à cette contradiction que ceux qui, tant d'années durant, ont parlé ne pourrait pas localiser les guerres, prétendent, une fois encore, depuis un an que dure le conflit en Espagne, localiser la guerre. Pourquoi cette contradiction ? Parce que sur le problème de la guerre, plus que sur tout autre, la bourgeoisie ne peut conserver son emprise, sa domination, qu'en semant la confusion la plus grande, les mensonges les plus éhontés parmi les masses.

⁂

Tout un jeu diplomatique d'intrigues, de contre-intrigues se poursuit, dont quelques éléments seulement parviennent à la connaissance des masses travailleuses.

Quelles combinaisons y a-t-il entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon ? Mais aussi quelles combinaisons entre ces pays et l'Angleterre ? Quelles combinaisons se trament entre la France et l'Union soviétique ? Quels marchandages également se poursuivent au sujet de l'Espagne ? N'est-il pas question de pourparlers entre Franco et Prieto dirigés contre tous les étrangers ? Que ceux qui pourraient s'en étonner veuillent bien se reporter aux récentes déclarations de Prieto sur la prise du village de Belchite qualifiée de « victoire uniquement espagnole ».

Et, dans cet imbroglio, que peut-il résulter d'une conférence à Nyon ? Pourquoi dans ce petit village suisse aboutirait-on à des résultats auxquels les mêmes puissances, en prise pour les mêmes oppositions d'intérêts, ne sont parvenues ni à Genève à la S.D.N., ni à Londres au Comité de non-intervention ? Pourquoi Nyon et pourquoi pas Lourdes ou Lisieux ? C'est, en effet, au miracle qu'on veut faire croire les travailleurs. Dans le monde capitaliste, où l'U.R.S.S. ne joue plus le rôle de corps étranger qu'elle remplit jadis, la crise a exacerbé les contradictions, a rompu l'équilibre instauré par le traité de Versailles, a acculé des nations à une telle misère qu'inéluctablement les capitalismes en décadence tendent à recourir à la guerre pour rétablir leur situation au détriment des autres.

Dans le régime présent qui étouffe dans les cadres de la propriété privée et des frontières nationales, les conférences actuelles ne peuvent servir, ne sont employées par les diverses puissances que pour mieux se préparer pour la guerre totale à laquelle tous se préparent fébrilement.

Malgré les louanges d'une presse stipendiée, on sent percer une certaine réserve de cette machine à fabriquer l'opinion publique quant aux résultats remportés à Nyon. Effectivement, on peut se poser la question : y a-t-il eu un coup d efrein qui servira peu de temps ou bien n'a-t-on pas posé à Nyon la pelure d'orange sur laquelle on glissera ? Il faut écarter l'histoire de Nyon, défaite de l'U.R.S.S. qui n'aurait pas été admise au contrôle naval en Méditerranée. L'U.R.S.S. n'a pas les moyens d'exercer ce contrôle, elle n'a pas la flotte nécessaire à cet effet (ce n'est pas par hasard qu'elle avait renoncé, l'an dernier, à participer au contrôle naval autour des côtes espagnoles). Et, à Nyon, elle obtient, par contre, que sa marine marchande circulera sous la protection des flottes anglaise et française.

Les accords de Nyon laissent subsister des équivoques sur une foule de questions ; il ne pouvait en être autrement. Les manœuvres italiennes pour transformer ces textes après coup serviront aux adversaires en présence pour se rejeter mutuellement la balle. Mais ni à Nyon, ni à Genève, où l'on palabre chaque automne pendant que la mitraille extermine des milliers d'hommes, n'agit pas pour la paix. Au contraire, on y prépare la guerre car les dirigeants capitalistes sont sans illusion.

⁂

Ils ont aussi des alliés pour préparer, de façon raffinée, les masses travailleuses à faire la guerre.

Le même dimanche, deux discours ont été prononcés par des hommes qui se réclament de Marx et qui affichent pour Jaurès la plus vive admiration, qui répètent volontiers les paroles de celui-ci sur le capitalisme porteur de guerre. Dans les bois de Seine-et-Oise, Blum à Velizy, Duclos à Garches, ont parlé de la menace de guerre qui pèse sur le monde.

M. le Ministre d'Etat, Blum, a resservi la solution qu'il préconise depuis des années avec ardeur et avec ce petit ton qui veut être volontaire et énergique. Blum préconise le désarmement ! Mais, derrière cette affirmation qui n'a même plus de valeur platement électoraliste, Blum a soutenu la politique qu'il a menée depuis juin 1936, politique de réarmement de la France capitaliste, politique d'accord avec les Etats-Unis, l'Angleterre, et avec l'U.R.S.S., et suprême effort pour maintenir la paix avec l'Allemagne et l'Italie.

M. le Vice-Président de la Chambre, Duclos, n'y est pas allé de main-morte : la politique du Gouvernement en Espagne, c'est, a-t-il dit, la politique de Gribouille, qui, pour éviter la guerre, nous précipite dans la guerre.

Ajoutons un troisième larron, Jouhaux, qui, avant d'aller à Genève comme représentant de la France, annonça aussi que si l'on n'aboutit pas en Suisse, le pire peut se produire.

Mais ni Blum, ni Duclos, ni Jouhaux n'ont indiqué aux travailleurs que la paix dépendait pratiquement d'eux. Aucun n'a rappelé aux travailleurs ces paroles de Lénine que « **sans action révolutionnaire, la lutte pour la paix est une phrase creuse et mensongère** ». Ces messieurs et les organisations qu'ils dirigent préparent à qui mieux mieux les travailleurs à la guerre, ils font couler et déborder le patriotisme, le nationalisme et, à l'heure de la mobilisation, il ne sera plus question de leurs noises d'aujourd'hui.

⁂

Comment lutter contre la guerre ? N'y a-t-il donc rien à faire ? Faut-il se résigner à ce courant qui gagne dans les milieux révolutionnaires, milieux où l'on voit d'ailleurs naître — à côté de trahisons patentes comme celle du groupe « Que faire ? » parlant de préparer la « guerre défensive révolutionnaire » — toutes sortes de points de vue échevelés pour ne pas s'engager dans la seule voie périlleuse mais concrète, éprouvée, celle de l'action révolutionnaire.

Dans ce même numéro, nous le disons déjà, c'est la lutte de classes, ce sont les grèves multiples, c'est leur généralisation qui en affaiblissant l'impérialisme français constituent le moyen le plus efficace des travailleurs de ce pays pour s'opposer à la guerre.

Mais, s'il y a trop d'agitation, si l'émeute, si la révolution se déclenche, alors Hitler et Mussolini vont nous tomber dessus, ils vont entrer chez nous : c'est « l'argument » qui porte le plus, celui dont socialistes et staliniens se servent le plus, c'est cette conviction erronée qui freine la classe ouvrière. Or, la réalité est précisément tout à l'opposé. L'action révolutionnaire en France non seulement ne renforce pas mais affaiblit Hitler et Mussolini. Qu'est-ce qui peut le mieux ranimer l'esprit, la volonté révolutionnaires en Allemagne, en Italie ? De savoir les travailleurs français embrigadés derrière le torchon tricolore sous les ordres du général Gamelin, ou d'apprendre qu'ils occupent les entreprises, qu'ils chassent leurs exploiteurs, qu'ils hissent victorieusement le drapeau rouge ?

⁂

Quand nous parlons d'action révolutionnaire, nous n'oublions pas la désagrégation des forces armées de nos exploiteurs, la propagande dans son armée en premier lieu. Les casernes sont, ainsi que l'indiquent les lettres que nous recevons et dont nous publions presque chaque semaine des extraits, beaucoup plus sensibles que les usines elles-mêmes. Les bavardages des Blum, Duclos, Jouhaux préparent les victoires du fascisme ; les papillons, les tracts, les journaux, les cellules de caserne préparent la défaite du fascisme et la victoire du socialisme.

⁂

Et si la guerre se déclenchait quand même ? Si les contradictions capitalistes rompaient le barrage, le travail de désagrégation commencé, poursuivi systématiquement par une organisation préparée pour agir dans des conditions terribles d'illégalité, ce travail pour amener la fraternisation parmi les combattants trompés, ce défaitisme révolutionnaire préparera la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, préparera les Etats-Unis socialistes d'Europe d'abord, premier élément d'une société à développement pacifique.

Là encore, toutes les phrases sur les « nouvelles techniques », sur les situations nouvelles qui exigent de nouvelles méthodes que personne n'apporte sont autant de moyens de céder plus ou moins honorablement devant l'ennemi. Les tactiques, les techniques sont loin d'être immuables, mais, ce qui ne change pas, c'est la cause de la guerre : le régime capitaliste et, par conséquent, le moyen d'en venir à bout : la lutte de classes la plus implacable, la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, en temps de paix comme en temps de guerre, abstraction faite des sophismes sur la défaite, l'invasion.

Après les massacres de Meknès

Aidons les peuples coloniaux à se libérer !

PLUS d'une dizaine de cadavres sont à porter à l'actif du second gouvernement de Front populaire. Le premier, celui de Blum, avait frappé les travailleurs à Metlaoui, en Tunisie, et à Clichy, aux portes de Paris. Récemment, en Tunisie, le sang avait à nouveau coulé.

Et, maintenant, c'est au Maroc, à Meknès, que « l'ordre a été rétabli ».

Le mécontentement de la population se manifeste sous des prétextes divers. Si, pour une ville comme Meknès, la question de l'eau joue un rôle important, la révolte qui a résulté des mesures prises pour le détournement d'un cours d'eau dépasse ce problème : le détournement de l'oued a été, à Meknès, l'incident qui a fait éclater la colère longtemps contenue des indigènes.

Les causes profondes de l'émeute, ce sont les résultats de l'oppression de l'impérialisme français, de son exploitation sans limites des indigènes, de cette exploitation qui a permis de construire les grandes cités modernes pour une minorité de privilégiés, pour une poignée de trafiquants, de hauts fonctionnaires, de cette exploitation qui livre à la Banque de Paris et des Pays-Bas et à quelques grands trusts les richesses du sol et du sous-sol marocain, dont bénéficient quelques éléments indigènes corrompus, mais qui réduit à la pire des misères la très grande masse de la population indigène.

⁂

Au sujet des bagarres de Meknès, la presse Front populaire et l'*Humanité* à sa tête, dénoncent les provocations fascistes. Il est un fait grave : la révolte des peuples coloniaux, des nationalités opprimées, se trouve aujourd'hui très souvent utilisée par la partie la plus féroce de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne et contre la démocratie bourgeoise elle-même. Franco utilisant les troupes marocaines, Mussolini cherchant l'alliance des peuples d'Arabie en sont des exemples indéniables. Et dans la partie « française » de l'Afrique du Nord, les Doriot, Arrighi, abbé Lambert et Cie en font autant.

Mais s'ils peuvent agir ainsi impunément, c'est parce que le parti communiste qui a autrefois défendu les peuples coloniaux, qui les a soutenus dans leurs luttes pour chasser l'impérialisme, a trahi, tout comme Doriot et Arrighi, et agit pour une « France libre, forte et heureuse », c'est-à-dire une France exploiteuse des peuples coloniaux.

⁂

D'ailleurs, le Front populaire perd même son semblant d'argument de lutte antifasciste en ce qui concerne l'Indochine. Là-bas, sont emprisonnés jusqu'à des journalistes indochinois de tendance front populaire qui ont reproduit des articles de Blum. Plusieurs d'entre eux font la grève de la faim. Messieurs Blum, Moutet, Mr. Lozeray, vice-président de la Commission des Colonies digèrent en paix dans leurs sinécures.

Le prolétariat de la Métropole est placé devant de grandes batailles ; il hésite parce qu'on lui a dit : ne perd pas les classes moyennes par des actions inconsidérées. Et son inertie lui fera perdre ces classes moyennes. Mais il n'y a plus que des « provocateurs » comme nous pour lui dire : tu peux avoir un allié d'une force énorme, de millions d'hommes. Ces peuples coloniaux exploités et surexploités ont le même ennemi que toi. Aide-les à se libérer, à s'affranchir, à se détacher de la « mère-patrie », soutiens, organise leur révolte. **C'est autant que tu feras pour ta propre émancipation.**

Chronique syndicale

La réponse de Chautemps à la C. G. T.

L'écho des bombes de l'Etoile a été utilisé par les organisations syndicales pour renvoyer au second plan les principales revendications ouvrières. En particulier, la réponse de Chautemps à la C.G.T. est passée sans faire grand bruit. Or, il faut le souligner : cette réponse de Chautemps a reçu l'approbation de la direction confédérale, c'est-à-dire de Jouhaux comme de Frachon et Racamond, et aussi l'approbation de la C.G.P.F.

Pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Toute la prose du gouvernement repose sur la fiction de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la magistrature, de la justice au-dessus des classes. Le « droit » patronal de renvoyer ou d'embaucher qui bon lui semble, le droit de faire les prix qui lui conviennent, d'accepter ou de ne pas prendre de commandes, etc..., ce droit patronal est reconnu par MM. Jouhaux ou Frachon, MM. Chautemps ou Blum, MM. Gignoux ou de Wendel ; après cela, la justice peut se prononcer en toute indépendance !

*Pourquoi ces messieurs seraient-ils aussi en désaccord sur la nécessité d'intensifier la production ? N'est-ce pas, l'*Humanité *qui mène la propagande la plus systématique à cet effet ? Et les syndicats de mineurs n'ont-ils pas accepté de faire des jours supplémentaires ?*

Plus la C.G.T. s'est montrée empressée de céder au patronat, plus celui-ci s'est montré arrogant. A peine la lettre de Chautemps était-elle connue, Gignoux faisait publier sa lettre à Chautemps dans laquelle il se refusait à tout contact avec la C.G.T. Et, trois jours après, Gignoux, avec l'aplomb que donne la dérobade de son adversaire, prévenait qu'il n'y avait rien à faire tant que la C.G.T. ne condamnerait pas ce que publia le Peuple *au lendemain de l'attentat.*

La C.G.T. croit avoir désarmé la C.G.P.F. en lui donnant la peau d'un rédacteur du Peuple. *Mais cet acte lui-même la mettra encore en plus mauvaise posture pour défendre le droit de vie d'un ouvrier dans l'usine d'un de ces messieurs de la C.G.P.F.*

⁂

Jouhaux, satisfait de la réponse de Chautemps, s'en est allé, aux côtés de Chautemps, à Genève, comme délégué du gouvernement français. Sa satisfaction peut être à son comble. Mais elle n'a aucune importance pour les prolétaires. Ceux de la Simca — où une minorité, de tôliers notamment, ne voulait pas quitter l'usine — ne tarderont pas à éprouver les méfaits de l'arbitrage de la justice bourgeoise.

Les fonctionnaires, qui voient leurs salaires se déprécier avec la montée du dollar ou de la livre, ne se nourriront pas d'indignation contre les terroristes. Tous les travailleurs se moquent bien d'intensifier la production, c'est-à-dire d'enrichir davantage leurs patrons.

Il n'y a pas d'autre issue pour eux que d'intensifier la lutte de classes, de lutter contre une justice au service des patrons, d'exiger le contrôle ouvrier, de créer des soviets (conseils d'entreprise). C'est le seul moyen pour eux de parvenir à résoudre les difficultés qu'engendre le capitalisme, la misère qu'il répand, la guerre qu'il déclenche.

Des abonnements !
Des souscriptions !

La discussion préparatoire au Congrès

Une année d'efforts...

(Suite de la page 4)

Un camarade des Ardennes donne également, par le canal du bulletin intérieur, son opinion sur le contenu des proposition du camarade de Marseille :

« Il faut attacher une grande importance au programme d'action et surtout beaucoup plus systématiquement sur les mots d'ordre qu'il contient ; ne pas abandonner une usine avant d'avoir fait adopter ses mots d'ordre par une partie d'une cellule syndicale ou d'un comité d'usine. »

TRAVAIL PARMI LES JEUNESSES

Les jeunes se proposent de fixer au congrès les tâches suivantes :

« a) Chercher à créer dans chaque cellule un noyau homogène de camarades capables d'impulser l'activité. Les méthodes des Pionniers Rouges sont à exploiter : camping, sorties collectives, vie commune, qui créent intimité et solidarité.

Chaque mois, prévoir un rassemblement régional des cellules pour un dimanche d'étude.

b) Faire du travail anti l'activité politique essentielle des cellules. Chaque J.C.I. doit avoir une liaison avec une caserne, participer au travail d'agitation (inscriptions - caserne, papillons, etc...).

Un cours spécial pour les mobilisables doit être fait sur la technique de travail anti à l'armée.

Travail en liaison étroite avec le P.C.I. qui décide la mesure dans laquelle nous pouvons travailler.

c) Saisir l'atmosphère générale de guerre pour centrer immédiatement le travail agit.-prop. sur le défaitisme. Que faire contre la guerre ? Que faire si la guerre éclate ?

Poser par voie de journaux muraux des colles aux J.C. et aux J.S.

Exiger des réunions communes. Dans les cellules, pas une réunion sans une discussion sur un problème ou lecture collective de documents ou commentaires des événements de la semaine (Chine-Espagne).

d) Régénérer le travail d'étude politique. — Faire circuler littérature.

Exiger la lecture de telle ou telle brochure par les membres. »

A propos des jeunes, la discussion est parfois vive. Un camarade du Havre dit que « les jeunes ne doivent pas rester devant leur table à étudier mais étudier en agissant ».

Les jeunes de Paris reprochent « aux camarades du Havre de ne pas examiner le problème assez sérieusement et d'être démagogiques. »

⁂

Dans l'ensemble, la discussion de préparation politique du congrès est sérieusement menée dans les bulletins intérieurs de l'organisation.

Les camarades n'entendent pas que la discussion dégénère. Du Midi, une militante nous écrit :

« Le rapport de notre camarade M. doit servir à élever le niveau politique de l'ensemble de l'organisation. Les épithètes de « trahison », etc..., doivent être bannies de la discussion »...

Du Nord, un métallurgiste nous écrit :

« J'ai lu très attentivement les rapports que j'ai reçus dans les bulletins pour le congrès ; ma foi, je suis obligé de constater qu'il y a quelque chose de changé par rapport aux années précédentes ; on sent que les camarades veulent faire un véritable congrès et le contenu des rapports indique que les rapporteurs se sont mis avec sérieux au travail. Pour ma part, je tiens à féliciter M. pour son rapport, ou plutôt pour la partie de son rapport, et la légende que celui-ci était long à faire quelque chose ne tient plus. Qu'il y ait des inexactitudes ou des exagérations dans son rapport, c'est possible, mais en tout cas, il a fait quelque chose de sérieux et son rapport, j'en suis convaincu, doit amener de belles discussions au congrès. Je suis certain que si ce congrès est mené rondement, sans se laisser aller dans des questions de second plan, celui-ci démontrera au P.O.I. et autres adversaires que le P.C.I. est quelque chose de tangible ; et si notre congrès a une tenue impeccable, il devra être connu et diffusé dans toutes les organisation se réclamant de la IVe ; cela servira grandement à tous ceux qui font haro sur la « clique moliniériste ».

Des **Ardennes**, un chômeur écrit sur la préparation du congrès :

« La lecture des bulletins est fort intéressante et le congrès semble se préparer d'une façon sérieuse »...

De **Marseille**, un miiltant donne son appréciation sur le dernier numéro de « **La Commune** » :

« En ce qui concerne la dernière **Commune**, le n° 66, en plus de ses quatre pages (et là déjà nous imaginons le gros effort que vous avez fait), elle est magnifique, excellente quant à sa forme et quant à son fond. Très bien, la lettre « Que vas-tu faire ? » ; très bien, l'article « Où les staliniens devraient se taire ». Très bien d'avoir publié un tevte très intéressant de L.D. ; et enfin et non en dernier lieu, la chronique paysanne qui, alors, me remplit de satisfaction, tellement je la trouve bien ; précise, simple, pleine de « bon sens ». Il en faudrait souvent, des chroniques paysannes, et bien réussies. »

De la **Gironde**, un camarade exprime son regret de ne pouvoir assister au congrès :

« Je regrette, mais il m'est impossible d'assister à votre congrès ; je vous ai expliqué ma situation, maintenant il faut payer les dettes ; si j'avais pu obtenir mon congé payé pour la fin septembre, mais ça m'a été impossible, le four s'arrête du ... au ..., et pendant cette période, le personnel d'entretien doit être à son poste pour les réparations »...

Du **Lot-et-Garonne**, un ouvrier agricole nous donne son opinion sur la discussion :

« J'ai lu avec attention le diagnostic établi par divers camarades sur l'attitude présente des couches travailleuses ; dans la région que j'occupe, essentiellement agricole, les paysans se trouvent à demi satisfaits : office du blé, hausse sur le bétail... reconnaissent que les années déficitaires sont cause de la reprise économique, mais non les mesures prises par le Front populaire ; ils se rendent compte que leurs ennemis d'hier tiennent le haut du franc, mais la démagogie des chefs félons P.S. et P.C. réussit à berner la majorité.

Je pense que le coup de sonde que seront les élections cantonales sera pour nous plein d'enseignements, malgré la trahison des chefs ouvriers qui créent des difficultés formidables ; nous regrouperons les travailleurs ; nos mots d'ordre très justes, en particulier : le contrôle ouvrier et paysan partout, donne, dans le milieu où je milite, beaucoup à réfléchir. Conclusion : je reste fermement optimiste. »

De l'**Ardèche**, un paysan nous écrit :

« Une plate-forme électorale pour aboutir par les moyens légaux. C'est une solution fort aléatoire et qui m'apparaît comme pleine d'embûches parce que de compromissions en marchandages plus ou moins loyaux qui, dans tous les cas, précipiteraient le parti dans la putréfaction où s'enlisent les autres.

Il ne fait pas bon faire prendre au peuple des vessies pour des lanternes, et le Front populaire s'en apercevra bientôt. »

Les difficultés matérielles empêchent la bonne préparation du congrès. Pourtant des militants prennent des initiatives :

« Sans fonds de l'organisation au sujet de la tournée dans les Landes, j'ai pris sur moi d'avancer l'argent du voyage, et samedi et dimanche derniers je suis allé à Bordeaux, à R... et à M... Je joins un rapport sur ces coins et je joins également une liste de copains auxquels il faut envoyer le journal et, au besoin, suivant indications, tracts ou « **La Commune paysanne** ». J'ai reçu une lettre m'annonçant la saisie du journal et l'envoi du matériel. »

Liaison nouvelle en Normandie :

« Nous avons pris liaison avec un copain de V... qui est instituteur et actuellement en vacances au Havre.

Ce camarade appartenait à la même cellule que moi aux J.C., et aura certainement une activité intéressante et utile dans le coin perdu où il se trouvera dès octobre prochain. »

⁂

L'UNITE DES BOLCHEVIKS-LENINISTES

Le problème de l'unité inquiète les militants. Dans la région parisienne, des camaradesC. M. et de Vitry, tout en donnant l'appréciation qu'il convient sur la direction actuelle de l'autre formation partisane de la IVe, ont une conception unitaire qu'ils défendent.

D'autres camarades, L., B., ainsi qu'un camarade de Saint-Etienne, pensent :

« L'nité pourra se faire le jour où les camarades du P.O.I. auront compris qu'un parti révolutionnaire ne peut vivre et se développer que si, dans son sein, sont bannies les combines et les artifices pour faire place à une large démocratie dans la discussion, étant toujours entendu qu'aucune défaillance ne peut être tolérée dans l'application des décisions prises après discussion »...

LA PREPARATION DU CONGRES POSE EGALEMENT DES QUESTIONS MATERIELLES GRAVES

Une lettre d'un militant de **La Rochelle** :

« D'autre part, nous nous sommes réunis pour discuter quant au Congrès ; le délégué perdra deux jours de travail, le vendredi et le samedi. Cela l'ennuie un peu car il a une famille sur les bras. En faisant un effort maximum, nous pouvons assurer le montant du voyage et récupérer une journée de travail »...

Une lettre d'un ouvrier métallurgiste du **Nord** :

« Il faut que le secrétariat prépare d'une façon très stricte les travaux de ce dernier, établir son ordre du jour et l'appliquer pour que l'on n'assiste plus à ce fait que les camarades doivent reprendre leur train alors qu'il y a encore des questions à l'ordre du jour ; il faut que ces questions soient réglées. Il faut que nous ayons un congrès sérieux. Je ne sais pas quant à moi si je pourrai y aller ; à la suite de toute cette période où je n'ai pas été payé, le propriétaire me jette dehors et je dois trouver un nouveau logement ; mais je vais faire des efforts nécessaires pour venir au congrès. »

Les difficultés dictent leur tâche aux militants qui lisent « **La Commune** » : apporter leur contribution à la préparation du congrès.

Notre troisième congrès du P.C.I. sera la rencontre pour une plus grande cohésion et pour une meilleure liaison **d'une poignée de milltants communistes internationalistes** qui n'ont pas cessé d'être fidèles au léninisme et qui ne le cesseront pas.

⁂

Le matériel politique du congrès fera l'objet de la publication d'une revue que seules des raisons matérielles ne nous ont pas permis d'éditer avant le congrès, nous limitant à faire paraître son contenu dans des bulletins intérieurs.

L'avant-garde révolutionnaire devant le mouvement paysan

Ni le Parti Communiste Internationaliste, ni l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire, n'ont encore exercé un rôle actif dans le mouvement paysan. Il faut pourtant, par l'étude des questions paysannes, se préparer aux tâches révolutionnaires qui nous échoient dans ce domaine, et apporter aux militants ruraux les éléments de leur formation en tant que cadres du mouvement paysan de demain.

La publication de récentes statistiques, notamment celle des « Résultats généraux de l'Enquête agricole de 1929 », confirment les données fournies par l'observation directe dans les villages, mais nécessitent une interprétation différente des thèses bourgeoises, car la bourgeoisie truque ses statistiques.

On constate d'abord une paupérisation massive des petits paysans ; une réduction importante de la surface cultivée, un remembrement capitaliste du sol. **Ainsi s'est accentuée la différenciation des classes au village,** constatée par les variations de la valeur du capital foncier, la chute verticale de la valeur globale de la production agricole (perte de 60 milliards de recettes brutes annuelles) et simultanément la réduction massive et constante du pouvoir d'achat de l'agriculture.

L'orientation capitaliste de la production agricole — recul des céréales, extension de l'élevage, des cultures fourragères et des herbages, extension de la forêt, recul en certaines régions de la production maraîchère et viticole — s'accompagne d'un développement plus grand du machinisme et d'une diminution sensible des effectifs constituant le prolétariat agricole, y compris la main-d'œuvre étrangère. **Ces diverses données font apparaître un élément extrêmement important qui doit être déterminant dans l'orientation du mouvement paysan : c'est l'existence de plus de cinq millions de travailleurs « membres de la famille », qui minorisent les deux millions de prolétaires agricoles.**

Ces 5 millions de travailleurs sans terre ne se considèrent pas comme prolétaires et, en fait, ne sont pas syndicables à la C.G.T.... Mais le syndicalisme paysan classique les méconnaît parce qu'ils ne dirigent pas l'exploitation ; sur eux retombe toute la détresse de la famille paysanne, et tout le poids des dettes dans lesquelles elle est plongée. Laissera-t-on le fascisme puiser dans leurs rangs ses troupes de choc ?

Il résulte de ce qui précède un argument décisif pour ceux qui souhaitent développer au village le courant des conseils paysans (soviets) et une réponse aux traditionalistes qui ne voient que l'organisation syndicale : les trois quarts des syndicables ne sont pas syndiqués et cinq travailleurs sur sept ne sont pas syndicables à la C.G.T.

⁂

Sur la base des données qui précèdent, on peut résumer en quelques points les caractéristiques de la situation actuelle au village.

Soit qu'elle approuve, soit qu'elle combatte le Front populaire et en dépit de ses illusions électoralistes, résultat de cinquante années de pseudo-démocratie, la paysannerie accuse un caractère de plus en plus extra-légal, qui est apparent dans les diverses manifestations au cours de ces dernières années.

Le mouvement agrarien (Dorgères) est présentement l'aile marchante du fascisme et reçoit du grand capital des appuis, des cadres, des directives, une stratégie de classe.

En face de cette organisation de la guerre civile, le prolétariat agricole a vu son essor révolutionnaire trahi par les dirigeants cégétistes, la petite paysannerie n'a pas été ralliée au prolétariat agricole, mais séparée de lui et poussée vers la bourgeoisie rurale par la politique stalinienne de revalorisation des produits agricoles.

Le gouvernement dit de Front populaire a joué une politique d'équilibrisme : 1° en votant des lois en faveur des ouvriers agricoles, et en aidant les agrariens à ne pas les appliquer ; 2° en votant d'illusoires mesures pour rallier les paysans qui espèrent se défendre sur le plan économique par le syndicat et la coopération, et en mettant ainsi la main sur le mouvement syndical paysan.

⁂

La tâche du parti révolutionnaire est d'aller hardiment aux masses paysannes les plus exploitées, avec une critique serrée et positive de la politique et du régime capitalistes.

Avec une formule hardie d'organisation, d'élaboration et de contrôle (soviets, contrôle ouvrier et paysan).

Avec des propositions tactiques donnant corps à ces formules (unité paysanne, Etats Généraux paysans).

Avec un programme révolutionnaire total et concret : Retour à l'idée de la commune paysanne contre la notion impérialiste de patrie, organisation de la production agricole et de l'économie rurale, expropriation des grands propriétaires et ordre raisonné des socialisations. Le tout en liaison avec la lutte contre la guerre et l'alliance révolutionnaire avec le prolétariat.

Lis et diffuse « LA COMMUNE PAYSANNE »

Lettres des casernes

Rohrbach

Ces derniers temps, dans le bataillon, des papillons ont été collés, à la suite de quoi beaucoup de camarades qui avaient été soupçonnés ont été déplacés et envoyés à Bitche ou dans des endroits retirés.

Verdun, 150e R. I.

Les compagnies gaspillent en ce moment des milliers de cartouches ; sans doute pour se mettre à jour daus leurs comptes. Grâce aux « tirs de rapidité » nous trouvons le moyen de brûler 25 cartouches en 60 secondes, à 1 fr. 15 pièce, ce sont des milliers de francs gaspillés chaque semaine.

⁂

Par contre, nous sommes partis en manœuvre de nuit, de 9 h. du soir à 11 heures du matin avec une tablette de chocolat et un morceau de pain ; un quart de jus a été servi à 4 heures ! Il faut faire des économies !

⁂

Revenant d'une marche éreintante de X..., les copains des transmissions ont trouvé leur paquetage viré. Le lieutenant avait eu une lubie.

Le colonel nous a indûment retardé nos permissions de sorte que des copains se voient rogner une partie des jours qui leur restaient à prendre. On ne donne pas de permissions libérables (pourquoi ?) de sorte que les gars doivent revenir pour une demi-journée. Coût du voyage aller et retour : 44 francs.

Strasbourg, 1er Génie

Première impression d'un bleu.

Je suis bien arrivé. Dans la gare et dans le train, manifestation, « Internationale », « Bandiera Rossa ». Ici, à son arrivée, un gars a attrapé trente jours de tôle dont douze de cellule pour avoir engueulé un commissaire de la sûreté générale. Ici, nourriture à peu près acceptable. Sous-off. vaches. On demande aux jeunes recrues s'ils appartenaient à la C.G.T.

Fraternellement.

Strasbourg, 172e R. I. F.

Des copains sont montés aux ouvrages pour quatre mois. Les auxiliaires prennent la garde. Il y a un pauvre gars qui ne tient pas debout, depuis plusieurs jours, il se tape les corvées les plus dures et, le soir, il monte la garde. Le prétexte : manque de soldats. Le 8 septembre au soir, les bleus vont d'office au Foyer catholique (Vive la liberté d'opinion !) car c'est obligatoire.

Pour la nourriture, toujours du bœuf. Les gars aux ouvrages réclament des permissions de minuit. Certains copains sont allés à Paris chercher les bleus. Ils sont revenus sans dire un mot. Est-ce un mot d'ordre du F.P. pour ne pas affaiblir l'armée dite républicaine ?

Notre souscription

Un sympathisant, 5. — Clichy, 21. — 14e, 10. — Robot, 5. — Vitry, 42. — Turque, 10. — Divers, 10. — Saint-Etienne, 19,50. — J.M., 250. — Pierre, 50. — Phil., 25. — Benoit, 20. — Mandat Hâvre, 40. — Divers, 7. — Journaux, 27. — Luce, 50. — Cachan, 10. — Divers, 15,50. — J.M., 6. — Collecte, 24,25. — Pierre, 11,50. — Divers, 5. — Rey, 130. — Bra., 20. — Bes., 4. — Tallot, 100. — Maryse, 10. — Cog., 10. — Moreau, 6. — Pierre, 50. — Rey, 100. — Bertho., 15. — Toulon, 8,75. — Lyon, 22,50. — Th., 10. — Vitry, 25. — Liste 73, 122. — Argenteuil, 20. — Liste 67, 35. — Clichy, 25. — Tallot, 40. — Liste 76, 114. — Suresnes, 15. — Un sympathisant, 5. — Liste 81, 77. — Total : 1.628,00.

Souscris pour la commune

LA DOCTRINE ET L'HISTOIRE DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES

LA LUTTE POUR LA IVe INTERNATIONALE

Ce numéro ayant une large place consacrée au IIIe Congrès du Parti communiste internationaliste, nous croyons nécessaire, pour assurer une unité à ce numéro, devoir interrompre l'ordre chronologique qui nous a servi pour rappeler les conditions de formation et de développement des bolcheviks-léninistes dans le mouvement ouvrier et consacrer cet article à la lutte qui fut menée pour la IVe Internationale par les bolcheviks-léninistes.

Nous avons rappelé que les bolcheviks-léninistes se posèrent, à l'origine, la tâche de redressement de l'Internationale communiste ; pendant des années, notre activité fut celle d'une fraction de la troisième Internationale. Cette position était déterminée non par des sentiments mal définis, mais par une appréciation du rôle de l'Internationale communiste dans le mouvement ouvrier à la suite de la victoire d'Octobre. A ceux qui, à ce moment, condamnaient notre position, nous disions : on ne doit pas préjuger du développement des forces, il faut intervenir dans celui-ci ; ce sont les faits, c'est le développement de la lutte elle-même qui vérifiera nos positions ou nous amènera à les modifier.

1933, l'année commence avec le triomphe d'Hitler, sans que le Parti communiste appelle les masses à la résistance ; c'est la débâcle de la plus forte section de l'Internationale communiste (après le Parti de l'U.R.S.S.), c'est la capitulation totale. Aucun sursaut dans ses rangs, aucune réaction dans l'Internationale communiste, au contraire, l'I.C. persévère dans sa politique. On pourra compter dans le monde entier par quelques unités les militants des Partis communistes qui condamnent la politique de leur Parti ; le phénomène n'a rien de comparable avec l'opposition que souleva la politique de défaite en Chine.

Les bolcheviks-léninistes se trouvent devant une situation nouvelle. La dégénérescence de l'Internationale communiste s'est développée à un point tel qu'il ne reste plus qu'à conclure : rien à faire pour régénérer cette organisation, rien à faire pour qu'elle redevienne ce qu'elle a été, le pôle international de la révolution, c'est désormais, comme la IIe Internationale, un cadavre puant qui va empester les rangs ouvriers, il faut désormais travailler à regrouper les militants révolutionnaires dans de nouveaux partis révolutionnaires, dans une IVe Internationale qui abordera l'avenir avec les leçons chèrement payées des erreurs, des fautes et des crimes de la IIe et de la IIIe Internationales.

Dans le courant de l'année 1933, après quelques tâtonnements, les bolcheviks-léninistes décident de mettre en avant désormais le mot d'ordre de la IVe Internationale. Il leur faut, immédiatement, songer à regrouper les militants et les organisations révolutionnaires qu, ont été ébranlés par la victoire du fascisme et qui cherchent une voie en dehors de la social-démocratie et du stalinisme.

Une première tentative fut faite pendant l'été 1933, lors d'une Conférence à Paris entre des organisations n'appartenant ni à la IIe ni à la IIIe Internationale. A cette conférence se trouvaient rassemblés les éléments les plus disparales. Les bolcheviks-léninistes présentent un texte pour tenter de regrouper sur une plate-forme précise (sans être complète) les éléments les plus progressifs. A la *Ligue Communiste Internationaliste* (c'était le nom de la fraction internationale bolchevik-léniniste) se joignirent une formation allemande, le S.A.P., et deux formations hollandaises, le R.S.P. (parti socialiste révolutionnaire) et l'O.S.P. (parti socialiste ouvrier). La déclaration dite « *déclaration des quatre* » se prononçait catégoriquement pour la IVe Internationale.

Mais, cette déclaration ne devait pas aboutir à des résultats bien grands. En 1933, dans la IIe et la IIIe Internationales sévissait un grand désarroi ; aussi l'action des bolcheviks-léninistes sur les courants et les formations centristes eut une portée plus grande. Mais, en 1934, à la suite du coup de force du 6 février, de l'insurrection viennoise et de la révolte des Asturies, le stalinisme fit un coup de barre à l'extrême-droite et, inquiet du danger de l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S., reprit un large contact avec les masses au moyen de la politique du Front populaire. Les masses qui s'éveillaient seulement à la vie politique acceptèrent la formule trompeuse parce qu'elle avait une allure unitaire ; les réformistes emboîtaient le pas au stalinisme, au nom de la « défense de la démocratie ». Le courant de masses ainsi canalisé à droite impressionna fortement les formations centristes, le développement de la IVe Internationale fut bloqué.

Le S.A.P. dirigé par d'anciens oppositionnels communistes de droite, pratiqua, à l'échelle internationale, une politique pivertiste, des phrases souvent justes mais dans la mesure où elles étaient générales et n'engageaient à rien, des actes, jamais.

En Hollande, l'O.S.P. se disloqua ; une partie retournait à la social-démocratie ; une autre partie fusionnait avec le R.S.P. et se prononçait encore pour la IVe Internationale.

⁂

Pendant cette période de 1934 et 1935, dans un certain nombre de pays, les bolcheviks-léninistes entrèrent dans les rangs des sections de la IIe Internationale. C'est en France que cette expérience se fit la première. La social-démocratie en 1934 se trouvait tirée à gauche, elle devait rompre avec son aile la plus réformiste, les Renaudel, Déat, etc... Les bolcheviks-léninistes pensèrent qu'ils interviendraient le plus dans l'évolution des ouvriers de gauche du Parti socialiste en étant organisés avec eux. Cette expérience donna un certain nombre de résultats, notamment dans les Jeunesses socialistes, mais elle fut arrêtée lorsque commença le courant du Front populaire, l'évolution des centristes fut arrêtée, les chefs socialistes traditionnels qui avaient dû procéder à contre-cœur aux exclusions des parlementaires les plus réformistes, se hâtèrent d'exclure les bolcheviks-léninistes.

La menace de guerre grandissante, le chauvinisme insufflé dans les masses devaient constituer autant d'obstacles encore plus grands au développement des idées de la IVe Internationale et par conséquent à la construction d'organisations partisanes de la IVe Internationale, en attendant la possibilité de constituer **cette organisation** elle-même, avec une viabilité certaine.

⁂

Les difficultés du développement furent, en outre, accrues par des raisons plus particulièrement subjectives provenant du régime des organisations bolcheviks-léninistes. Nous nous sommes, dans « *la Commune* », exprimés à maintes reprises à ce sujet. Nous avons noté l'absence d'une véritable démocratie, nous avons dénoncé les tendances à agir comme si la IVe Internationale existait, comme si elle avait déjà des organismes qualifiés, ayant une autorité acquise dans la lutte de classes. Nous avons montré que ces défauts entraînaient, dans chaque pays, des divisions, l'existence de plusieurs groupes et, internationalement, l'absence d'un centre capable de remplir bien au moins des fonctions d'informations réciproques.

Nous n'avons jamais caché ces difficultés, parce qu'il faut les aborder franchement, et montrer à chaque militant ce qui dépend de lui pour modifier cette situation, parce que seuls les Philistins peuvent affecter de les ignorer pour ne rien faire.

⁂

Malgré ces difficultés de tous ordres, malgré la faiblesse numérique des partisans de la IVe Internationale dans le monde, chaque ouvrier peut constater qu'il n'est pas un événement important qui trouble les dirigeants de la société, dirigeants capitalistes ou dirigeants bureaucratiques comme en U.R.S.S., sans que les responsabilités n'en soient attribuées à la IVe Internationale. Les pires calomnies sont répandues sur le compte de ses militants. La répression les frappe impitoyablement. S'il en est ainsi, c'est parce que tous les défenseurs de l'exploitation des travailleurs savent que le programme de la IVe Internationale est plus explosif que les explosifs les plus puissants que la chimie fabrique. Tous les moyens de la bourgeoisie sont vains. La révolution prolétarienne l'emportera.

Le 3e Congrès du Parti Communiste Internationaliste

Le congrès préparera le P.C.I. pour les combats prochains

Les 24, 25 et 26 septembre, se tiendra le 3e Congrès du Parti Communiste Internationaliste. Ce ne sera pas du tout une grande assemblée spectaculaire, telle que le terme de congrès sert le plus souvent maintenant à désigner. Ce congrès groupera les délégués d'un petit nombre de militants, ceux que les grandes formations qualifient dédaigneusement d'une « poignée ». Y seront rassemblés des militants qui ont rejoint l'opposition communiste de gauche, certains en 1924, d'autres en 1927, des militants qui furent à l'origine de *La Vérité*, cet organe qui joua un rôle si important pour la création de la fraction internationale des bolcheviks-léninistes, et des militants plus jeunes, venus dans ces dernières années à la lutte de classes et au mouvement révolutionnaire.

Ainsi se trouve en partie assuré le lien entre le passé révolutionnaire de l'Internationale communiste et l'organisation de l'avenir, la IVe Internationale.

⁂

Les conditions dans lesquelles se tient ce congrès sont celles d'une classe ouvrière encore sous l'emprise du réformisme, et de cet appareil pernicieux qu'est le stalinisme, où l'avant-garde révolutionnaire a été complètement disloquée, hachée, se trouve menacée d'extermination, où se dresse la menace d'une guerre impérialiste nouvelle, et où cependant toutes les contradictions du capitalisme peuvent soudainement ouvrir un essor brusque à une nouvelle vague révolutionnaire.

Ces circonstances qui pèsent sur toutes les organisations et sur tous les militants ont trouvé leur reflet dans les discussions qui ont eu lieu dans le P.C.I. Dans ce numéro, nous avons voulu donner à nos lecteurs un aperçu de ces discussions, de leur ampleur, parce que nous savons que les idées qui s'y sont heurtées sont celles qui se choquent dans l'avant-garde révolutionnaire, soumise aux tiraillements les plus grands.

Le 3e congrès du P.C.I. fera le bilan de l'activité passée, dans les divers domaines, et certainement ne manquera pas de souligner combien les vieilles habitudes héritées des périodes démocratiques pèsent sur nous tous, au moment où la bourgeoisie s'est forgé des nouveaux moyens de combat.

Ce congrès examinera aussi très soigneusement, grâce à la présence de militants ouvriers et paysans, venus d'une trentaine de départements, l'état présent des masses travailleuses, les perspectives prochaines, et envisagera l'activité prochaine du parti dans cette période.

Enfin, le Congrès ne manquera pas aussi d'étudier la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les partisans de la IVe Internationale dans le monde. Dans ce domaine, comme dans les autres, les membres du Parti Communiste Internationaliste n'ont pas l'intention de se tromper eux-mêmes. La division dans presque tous les pays, les liaisons internationales rendues difficiles par la répression, l'illégalité et aussi par des raisons subjectives, ne peuvent pas ne pas obliger chaque militant à envisager comment aborder la résolution de ces difficultés.

⁂

Pendant quelques dizaines d'heures, des militants révolutionnaires s'efforceront de confronter leur expérience, de la condenser, de renforcer leurs liens, de préparer leur activité ultérieure. Dans la bourrasque qui sévit sur le mouvement ouvrier, dans l'atmosphère tourmentée où nous vivons, cette rencontre de plusieurs dizaines de militants contribuera à la grande tâche de l'heure présente, vers laquelle convergent toutes les autres, la tâche de construction du *parti révolutionnaire du prolétariat*.

Les années passées, les crimes de la IIe et de la IIIe Internationales ont laissé dans les rangs ouvriers des tares, des habitudes néfastes, ou ont engendré des réactions également néfastes. Comment les combattre et comment au contraire rester fidèle aux qualités essentielles du bolchevisme, la précision dans l'élaboration politique, la volonté et la hardiesse dans la réalisation, dans une période où elles sont particulièrement indispensables, c'est à quoi se consacrera le 3e Congrès du Parti Communiste Internationaliste.

Bulletin d'Abonnement à la " Commune "

Nom et prénom .....

.....

Adresse .....

.....

souscrit un Abonnement de { 3 mois ..... 5 fr. / 6 mois ..... 10 fr. / 1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

La discussion préparatoire au Congrès

Une année d'efforts...

Quelques semaines avant les événements de Juin, le Parti Communiste Internationaliste, dans son Congrès, comprenant toute l'importance de l'existence en France, d'une seule organisation de partisans de la IVe Internationale, n'hésitait pas à tenter l'unification de ses forces avec l'autre tronçon des bolcheviks-léninistes.

Juin 1936. — Grève de masses.
Accusations de complot contre l'organisation.
Juillet 1936. — Coup d'Etat en Espagne.
Août 1936. — Tension aiguë dans les luttes ouvrières ; solidarité profonde dans les couches travailleuses de France pour les révolutionnaires en Espagne.
Le Parti Communiste Français observe alors la fameuse neutralité.

Durant tous ces événements d'une grande portée, les partisans de la IVe Internationale, groupés en une seule organisation, sont absorbés par des luttes intestines. Les membres du Parti Communiste Internationaliste sont, en dehors de toute règle d'organisation, éliminés des postes de direction, voire exclus et odieusement traités dans la presse même de l'organisation unique. A la base, une désaffectation se produit dans l'organisation unique, de nombreux militants la quittent.

Soucieux de l'unité des forces de la IVe Internationale, le Parti Communiste Internationaliste ne veut pas rompre ; il tolère l'arbitraire, s'en remet au Congrès mais, en présence du truquage systématique du Congrès, dans sa préparation et dans sa tenue, les militants du Parti Communiste Internationaliste décident de ne pas ratifier l'unification.

Le Parti Communiste Internationaliste continue.

Trois mois très importants perdus. « La Commune » à faire reparaître. L'organisation à remettre sur pied. Tout cela dans une atmosphère trouble créée par les calomnies les plus odieuses déversées sur nous par l'autre tronçon se prétendant bolchevik-léniniste. Cet autre tronçon empoisonnait les sources auxquelles il doit maintenant boire !

Le Parti Communiste Internationaliste a continué. Certes, les partisans de la IVe Internationale subiront encore longtemps les conséquences de cette division de leurs forces; mais l'unification souhaitable n'ayant pas été réalisable, le Parti Communiste Internationaliste a continué de combattre dans les conditions imposées. Ses militants ont mené la lutte dans les principales régions de France.

LE P.C.I. LUTTE CONTRE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Le premier filet lancé sur la lutte des travailleurs fut celui de l'arbitrage obligatoire. Le Syndicat des Employés du Havre se déclare publiquement et ouvertement contre l'arbitrage obligatoire, édite un manifeste, un appel aux minorités révolutionnaires dans la C.G.T. Il subit les manœuvres de la direction fédérale et confédérale, et notre camarade Binet est exclu de la C.G.T.

Les minorités révolutionnaires, qui observent entre elles beaucoup plus un esprit de concurrence qu'un esprit de solidarité, se gardent bien de participer à notre campagne systématique.

AVEC LES METALLOS

Augmentation de 12 % non accordée ; intervention pendant l'occupation chez Lioré ; meeting chez Bloch ; cela seulement pour la région parisienne.

Dans toute la France, publication et diffusion de deux numéros de « **L'Exploité des Métaux** ».

DANS LES MOUVEMENTS DE GREVES

Lutte de nos militants coiffeurs dans la première des grèves qui servit, lors de l'année écoulée, à la tentative de fragmentation des mouvements, méthode maintenant caractérisée pleinement dans la métallurgie par la grève Simca.

Lettre oux Ouvriers métallurgistes. Large diffusion sur cette grève.

Grève des H.C.R.B. — Meeting des grévistes. Journal des H.C.R.B.

P.T.T. — Lutte pour la grève générale pour l'application des 40 heures.

Lutte aux côtés des employés des **Grands Magasins**, des **Magasins Réunis, Edition de journaux, Soviet des Taxis, Soviet des H.C.R.B., Soviet des P.T.T.**, etc., etc... Efforts qui caractérisent l'organisation communiste, c'est-à-dire systématique, soutenue, aux côtés et dans les rangs des ouvriers en lutte.

Nous ne pouvons pas ici, dans ce bref exposé, citer l'ensemble des problèmes qui se posent. Les militants du Parti Communiste Internationaliste ont lutté avec les ouvriers et c'est parce qu'ils ont lutté que se posent maintenant les problèmes politiques qui doivent permettre un meilleur contact avec ces ouvriers.

AVEC LES SOLDATS

Large diffusion de « **La Caserne** », liaisons multiples, dont « **La Commune** » a toujours donné l'expression... Poursuites... Saisies... Travail prudent et sérieux mais apportant le réconfort d'un appui des parias de la caserne à la phalange des communistes internationalistes.

Durant toute cette période, notre organisation a observé que l'évolution politique des parias de la caserne est beaucoup plus rapide que l'évolution des ouvriers des usines.

ESPAGNE

Sur le terrain politique, notre organisation, durant toute cette période, a développé une campagne contre la conception erronée : « Vaincre Franco d'abord »... et « poser les problèmes de la Révolution ensuite ». Il n'y a pas un texte de notre organisation, depuis un an, sur le blocus, sur les armes ou choses semblables, qui soit démenti par les faits. Les événements d'Espagne démontrent, par la défaite, que le programme des bolcheviks-léninistes est le seul qui permettre d'aller à la victoire.

La phalange des communistes internationalistes a vu plus d'une dizaine de ses militants rejoindre les rangs des milices, combattre, et politiquement, et l'arme au poing. Un des nôtres, ouvrier des plus sérieux, est tombé. Nous sommes sans nouvelle de beaucoup d'autres.

Politiquement, et aussi par son action, le Parti Communiste Internationaliste a lutté dans les rangs ouvriers contre la notion confuse d' « antifascisme » qui abrite bien des crimes.

CONTRE LA REPRESSION EN U.R.S.S.

Le scandaleux refus de notre organisation par le Comité pour soutenir les révolutionnaires russes emprisonnés était la marque de l'esprit dans lequel cette lutte était engagée. La faiblesse avec laquelle elle fut menée, passant de l'éclectisme au sectarisme, ne nous a pas empêchés de faire un travail, d'éditer des brochures contre la répression en U.R.S.S., des tracts pour la libération de Serge Sedoff, etc..., et de faire à Paris, à Lyon, à Marseille, des assemblées de contribution au contre-procès de Moscou.

POUR L'AMNISTIE

« **La Commune** » est le seul journal qui ait mené une campagne systématique contre la répression bourgeoise, que d'ailleurs elle a eu le plus à subir dans cette année écoulée.

Dans cette lutte, comme dans toutes les autres, nous avons enregistré la carence des autres organisations se prétendant révolutionnaires, qui enveloppent cette carence d'activité concrète contre la répression, d'une phraséologie sur laquelle le dernier mot n'est pas encore dit.

Nous avons lutté pour un front révolutionnaire. Nous avons donné notre opinion sur ce front révolutionnaire, observé sur ce point la volonté systématique de le saboter des organisations se prétendant révolutionnaires.

⁂

LE BILAN D'ACTIVITE DOIT SERVIR A TIRER L'EXPERIENCE PERMETTANT DE MIEUX RESOUDRE LES PROBLEMES QUI SE POSENT POUR DEMAIN.

Nous avons tracé un très bref bilan de notre activité pendant une année d'efforts qui s'est développée dans des conditions matérielles des plus difficiles, sous la délation, sous la répression. Nous devons maintenant examiner comment, après avoir accompli cette activité (bien grande en fonction de nos forces et très faible comparativement à ce que nous aurions dû pouvoir faire), les militants de l'organisation dans son ensemble préparent notre congrès et entendent résoudre les problèmes qui se posent.

⁂

COMMENT LES PROBLEMES SE POSENT DANS NOTRE ORGANISATION A LA VEILLE DU CONGRES.

1) OU EN EST LE CAPITALISME MONDIAL ?

Un membre de la direction, le camarade J., considère que le stalinisme, en faisant dégénérer la Révolution russe et en utilisant les conquêtes économiques en U.R.S.S., a créé « les conditions politiques et économiques propres à un renforcement du capitalisme pendant toute une période ».

Le camarade J. apporte à l'appui de ses conceptions un rapport nourri sur la question russe.

Ce n'est pas l'opinion du camarade Marc, qui, statistiques à l'appui, démontre :

« Nous sommes bien dans la période de l'impérialisme, c'est-à-dire la dernière étape de la décadence du capitalisme... »

Le camarade Marc mentionne d'ailleurs :

« Il serait cependant faux de conclure schématiquement de toutes ces graves difficultés que le capitalisme mondial ee trouve définitivement coincé entre ses contradictions. L'expérience de l'après-guerre où, malgré une crise économique, politique et sociale sans précédent, le capitalisme est parvenu à retrouver quelque équilibre, si instable soit-il, doit inciter à la prudence.

« Tant que le prolétariat ne pourra exploiter la crise capitaliste jusqu'à l'issue victorieuse, le capitalisme se survivra. Il est clair que, depuis le recul de la vague révolutionnaire de 1919, et la fin de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., le rapport des forces entre le capitalisme et le prolétariat, surtout si on examine les fractions dirigeantes, s'est considérablement renforcé en faveur du capitalisme. Celui-ci a beaucoup appris dans ses défaites de 17 et 18, alors que le prolétariat trompé a beaucoup oublié. Tout est à refaire, surtout dans les jeunesses et l'avant-garde. »

La camarade B.J., de la région de Lyon, répond au camarade J par un long texte dont nous extrayons ces quelques lignes :

« Je ne crois pas à une stabilisation du capitalisme ; les contradictions me semblent au contraire tendues à l'extrême. Une stabilité durable supposerait un partage « à l'amiable » de l'Asie entre les différents groupes de capitalistes, une distribution « équitable » des bases navales, une continuité de développement des forces productrices.

Il n'en est rien ; d'accord avec notre camarade F., seule maintenant la révolution prolétarienne peut libérer de l'entrave capitaliste les forces productrices. On ne peut pas non plus pressurer indéfiniment la classe ouvrière pour payer les primes à l'exportation du blé, la prime à l'arrachage des vignes, etc...

La reprise économique me semble reposer sur les 200 milliards d'équipement militaire à l'échelle européenne. »

Nous ne prenons sur cette question que trois exemples d'opinion.

2) QUEL EST LE ROLE DE L'U.R.S.S. ?

Dans le rapport politique du C.C., le rapporteur expose :

« Il y a toutefois lieu de noter que l'U.R.S.S., en cessant de constituer, face au monde capitaliste, le foyer de la révolution prolétarienne, est entrée dans le cercle des grandes puissances ; en conservant l'impulsion donnée par la révolution prolétarienne au développement de ses forces productives, elle est devenue une puissance mondiale de premier plan, non seulement par sa situation géographique et démographique comme la Russie des tzars, mais par le développement de son économie elle-même. »

Sur le problème de savoir si l'U.R.S.S. est encore ou non un Etat prolétarien, le camarade M.L. pense :

« qu'il ne saurait s'agir d'un Etat prolétarien mais d'une forme nouvelle du capitalisme d'Etat. »

C'est une opinion bien proche que celle du camarade J. dans son rapport sur la question russe.

Un ouvrier de Lyon pense, lui, qu'il s'agit « encore d'un Etat prolétarien ».

De nombreux camarades s'expriment sur cette question, en particulier une camarade institutrice de Marseille qui se range sur la conception de Trotsky dans le dernier livre « La Révolution Trahie ».

ET, DANS CES CONDITIONS, QUELLES PEUVENT ETRE NOS TACHES ?

« C'est une erreur, disent les uns, de s'être constitué en parti ; nous n'avons pas les forces pour jouer un rôle réel de parti. »

« Lutter pour un parti en constituant ce qui ne sera qu'un embryon du parti nouveau, ce n'est pas seulement une question de force ; la force règle les formes de la propagande qui sont parfois mauvaises ; ce qui compte, c'est la plateforme politique et le ralliement à la notion fondamentale du parti non pas abstraitement, mais dans l'application de cette notion à la vie d'un groupe révolutionnaire », répondent d'autres camarades.

Dans le rapport d'activité et dans son intervention au C.C., également publiée dans les bulletins intérieurs, Le Ricard estime :

« Il est incontestable que le comité central, malgré son importance numérique ou à cause de cette importance numérique, n'a pas dans son ensemble participé de façon égale aux tâches qui lui incombaient et qu'une besogne écrasante est retombée sur les épaules de quelques camarades. Cette inégale répartition des tâches, jointe à une inégale participation aux décisions politiques, est des plus préjudiciables au P.C.I., elle crée une situation de fait intolérable pour les militants à qui incombe la besogne, dangereuse pour le parti. »

L'ensemble des militants considère que, dans la période qui vient, sans négliger l'activité politique, il faut donner une plus grande place à la formation de cadres qui puissent résister à la bourrasque du chauvinisme.

Sur quelle base programmatique doit-on créer ces cadres ? Faut-il réviser les notions fondamentales des bolcheviks-léninistes ou les maintenir ? C'est le thème politique du congrès.

Par exemple : SUR LA GUERRE, des camarades de la direction pensent :

« 1° Au stade actuel du développement de l'humanité, celui des l'impérialisme, dernière étape du capitalisme, époque des guerres et des révolutions (Lénine), tout conflit armé mettant aux prises deux Etats capitalistes (quels que soient leurs régimes intérieurs) est obligatoirement capitaliste et appelé à prendre un caractère mondial.

2° La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour les Etats-Unis soviétiques d'Europe demeure le seul objectif du prolétariat révolutionnaire en temps de guerre.

3° Pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, il faut une tactique juste et un parti, une Internationale révolutionnaires.

4° Deux tactiques peuvent seules, en cas de guerre mondiale prochaine, être préconisées : le défaitisme révolutionnaire ; le défensisme révolutionnaire. L'application de l'une ou de l'autre devra dépendre, pour tel ou tel pays, des circonstances. Dans un même pays, il ne peut y avoir pour toute la guerre de tactique immuable déterminée une fois pour toutes entre l'une ou l'autre, l'une pouvant être substituée à l'autre si les événements l'exigent. »

D'autres camarades pensent que la notion même du défaitisme est la fraternisation ; aussi la discussion sur ce point ne chôme pas.

Un autre camarade de la direction répond :

« La fraternisation n'est pas la désertion ni le refus de se battre, c'est l'utilisation d'un ensemble de moyens pour prendre contact avec l' « ennemi », lui démontrer la convergence des intérêts de classe et le devoir révolutionnaire. »

A PROPOS DU PROGRAMME D'ACTION

V..., de Marseille, expose quelles doivent être à son avis les bases du programme.

(Suite page 3.)

Quelq publications du P.C.I. pendant l'année...

... et un numéro de " la Vérité, " le premier organe bolchevik-léniniste en France

Arme essentielle du P.C.I. " La Commune " sera encore améliorée

En novembre 1935, paraissait le premier numéro de « *La Commune* ». C'était le premier effort vers un journal « accessible aux ouvriers ».

Sans négliger le côté doctrinal, il s'agissait pour nous de faire connaître les idées bolcheviks-léninistes aux prolétaires dans un langage clair, simple, accessible, ce qui avait trop souvent manqué jusqu'alors aux publications des oppositionnels.

Dans l'activité du P.C.I., que son troisième Congrès examinera, « *la Commune* » joua un rôle primordial, guidant politiquement les camarades, impulsant, organisant leur travail.

⁂

Dès les premiers numéros, les discussions au Comité de rédaction furent animées constamment de ce souci : se faire comprendre, ne pas écrire pour soi, mais pour ceux à qui il est destiné, dans les usines, à la caserne, parmi les jeunes. Créer une arme maniable entre les mains du travailleur qui cherche sa voie, à tâtons, au travers d'une presse empoisonnée.

A aucun moment, nous ne nous sommes reposés sur des résultats acquis. Une auto-critique continuelle nous a stimulés. Et si, aujourd'hui, de nombreux militants conviennent que « *la Commune* » est un journal révolutionnaire bien fait, c'est précisément cet effort qui en est la cause principale.

⁂

Pourtant son développement ne fut pas, jusqu'ici, exempt d'embûches.

Que de numéros saisis, quelque fois avant même que sa diffusion soit terminée.

Combien de fois « *la Commune* », saisie le lendemain de sa parution, parvenait quand même aux abonnés et touchait malgré tout les camarades de province les plus éloignés.

⁂

Que de calomnies, même venant de militants bien placés pour connaître les difficultés financières de notre organisation révolutionnaire et de sa presse.

N'importe quel événement politique motiva une saisie de notre presse.

« *La Commune* » fut saisie pour avoir parlé aux soldats de leur misère.

Saisie encore au lendemain des événements de Clichy.

Saisie encore pour avoir parlé aux ouvriers métallurgistes de leur lutte et de la trahison de leurs chefs.

Saisie même souvent arbitrairement, sans motif bien apparent... parce qu'il faut frapper... parce qu'il faut imposer le silence sur les infamies staliniennes.

Malgré ces difficultés créées par la police, malgré les difficultés financières inouïes, qui viennent d'être accrues par suite de la montée des prix, « *la Commune* » s'est efforcée, à chacun de ses numéros, d'apporter des positions précises, sans équivoques, une documentation sérieuse, sans pour cela cesser d'avoir un aspect vivant.

Les mois passés ont été riches d'événements : guerre en Espagne, guerre en Chine, coup de force en U.R.S.S., offensive acharnée du capital en France. Sur tous ces points, « *la Commune* » s'est située sans la moindre ambiguité.

Ajoutons aussi ses correspondances des usines, des champs et des casernes où s'est exprimée la vie des prolétaires, leurs combats, leurs aspirations.

⁂

Ce numéro paraît à la veille du troisième Congrès du P.C.I. qui examinera comment il assurera à sa presse le rayonnement le plus large et le plus approprié en fonction des tâches qui se posent au Parti.

Mais pour une organisation, et surtout pour une organisation comme la nôtre, son journal n'est pas seulement son journal. Il existe aussi et surtout par ceux qui le lisent, le font connaître, lui écrivent, le soutiennent. Il est aussi leur journal.

Chacun des amis de notre journal ne manquera pas, dans la rude période de combats qui commence, de nous aider à faire de « *la Commune* » une arme encore plus solide contre l'ennemi de classes.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)